

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 24 AVRIL 1912.

Proposition de loi réglant d'une manière générale les assurances sociales contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Conditions générales.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de déposer a pour but de régler d'une manière générale les assurances sociales contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse. Deux courants d'idées diamétralement opposées ont influencé les diverses législations en cette matière ⁽¹⁾.

Tandis qu'aux États-Unis d'Amérique les associations ouvrières considèrent toute ingérence de l'État ou des chefs d'industrie comme portant atteinte à la dignité et à la liberté du travailleur, et estiment que les assurances sociales sont la compétence exclusive des assurés, une autre école a pour principe que l'État doit aux travailleurs l'assurance gratuite, sans aucune contribution de leur part, contre tous les risques du travail et de la vie.

Ce sont là deux théories extrêmes; nous n'en ferons pas ici la critique complète en ce moment; qu'il nous suffise de dire que le système appelé de la dette sociale réunit à lui seul, et au maximum de leurs effets, tous les inconvénients reprochés à tous les systèmes d'intervention; il met les

(1) Nous avons été à même, dans cette partie générale, de faire usage des bonnes feuilles d'un travail qui paraît dans le *Mouvement social*, de Reims, sous la signature de M. E. Ver Hees.

ouvriers atteints à la merci de l'État, il supprime toute initiative, toute liberté d'association dans le domaine de l'assurance, il exige une lourde administration officielle, pousse à la surenchère, à la simulation et soulève des problèmes fiscaux sans issue. Si nous avons esquissé rapidement ces deux théories, ce n'est que pour constater que notre législation sociale s'est inspirée d'une thèse qui tient le juste milieu entre elles, tenant compte ainsi de l'ambiance et de l'état actuel de la civilisation.

Loin de nous la pensée de croire que tout a été fait en cette matière et que nous n'avons plus qu'à attendre les résultats d'une législation à peine ébauchée.

Nous estimons au contraire que le moment est venu de faire un pas en avant et de réunir sous une seule proposition toutes les améliorations que nous désirons voir apporter au régime de nos assurances sociales.

Nous n'ignorons pas qu'en cette matière nous aurons à combattre des idées préconçues, ce qu'on pourrait appeler des idées pétrifiées, ou des associations d'idées tellement inséparables qu'on ne conçoit pas l'une sans l'autre.

C'est ainsi qu'il existe un malentendu sur le sens et la portée du mot « obligation ». Pour beaucoup il s'agit là d'un principe; pour d'autres, d'une modalité, d'un expédient, d'un pis aller. On associe souvent ce concept avec l'idée d'une tutelle gouvernementale, « étatiste », bureaucratique et en même temps patronale, sur les intéressés, et avec l'idée, toute différente, de la contribution obligée des industriels. Malgré le précédent, assez généralisé dans les pays civilisés, de l'autonomie administrative des pouvoirs locaux, même lorsque ceux-ci sont subsidiés par les Gouvernements, l'on voit que très souvent, au contraire, le concept de l'intervention des patrons et de l'État, par voie de contributions ou de subsides dans les assurances sociales, paraît inséparable d'une participation directe, allant bien au delà de mesures de garantie ou de contrôle, à l'administration même de ces assurances, aux lieu et place de tout ou partie des intéressés. Ceux-ci sont ainsi privés d'une part de leur indépendance, de leur liberté d'association, débarrassés de la responsabilité la plus éducative, mais, par contre, placés en conflit perpétuel avec les bienfaiteurs qui veulent faire leurs affaires à leur place ou qu'on prétend y contraindre.

Ce concept étatiste, bureaucratique, paternaliste de l'obligation est une des principales causes de l'hostilité contre l'obligation elle-même; cette hostilité peut s'atténuer et même disparaître, moyennant certaines précautions et garanties, si on réduit l'obligation à n'être qu'une intervention subsidiaire de l'État et des patrons à l'égard des imprévoyants. Bien des gens qui n'admettent pas que l'on mette toute la classe ouvrière d'une nation sous conseil judiciaire, sont tout disposés à admettre la mise sous tutelle des incapables et des prodigues, mais de ceux-ci seulement.

Il s'est produit depuis vingt ans un incontestable courant populaire en faveur des assurances sociales dans la plupart des pays qui nous entourent, et chez nous, nous n'avons pas été les derniers à nous en préoccuper. Mais

aux yeux de bien des observateurs pourtant très estimés ce mouvement a paru se spécialiser vers la recherche des pensions ouvrières, considérée comme la cause essentielle et comme le véritable but des revendications sociales.

C'est là une double et funeste erreur : erreur théorique d'abord, erreur d'observation ensuite. Il n'est pas vrai, en premier lieu, que les pensions de vieillesse soient l'œuvre principale à réaliser dans le domaine des assurances sociales, ce n'est surtout pas la première. Il y a en Belgique 450,000 personnes âgées de plus de 65 ans contre 7,000,000 qui n'ont pas atteint cet âge et dont la grande partie ne l'atteindront pas.

Il est évident, d'ailleurs, que les besoins des vieillards, qui ne travaillent plus ou plus guère, sont plus faibles que ceux des hommes dans la force de l'âge; il est évident aussi que les vieillards n'ont généralement plus de charges de famille. Pour l'ouvrier, au contraire, qui a femme et enfants, c'est-à-dire pour la grande majorité, les risques immédiats sont ceux du chômage, de la maladie, des accidents, de l'invalidité, de la mort prématurée qui laisse une veuve et des rejetons sans ressources. Il est certain qu'il faut aller au plus pressé et secourir d'abord ces infortunes bien plus poignantes et plus nombreuses. Enfin, il n'est guère douteux depuis longtemps pour les spécialistes, que, à part le chômage qui ressortit aux unions professionnelles, c'est l'assurance contre la maladie qui doit être la base d'une organisation rationnelle des assurances sociales.

Comment se fait-il donc que l'on paraisse réclamer en premier lieu et à grands cris les pensions de vieillesse avant tout autre assurance? Et comment se fait-il que la plupart aient légiféré avant tout pour donner aux ouvriers les pensions les plus grosses et le plus tôt possible?

On a qualifié ce mouvement en faveur des pensions d'erreur du sentiment populaire, et il y a bien en effet quelque chose de cela.

Mais il y a surtout erreur d'interprétation du sentiment populaire.

Qu'est-ce que l'ouvrier entend par la pension? Est-ce une allocation à un âge déterminé qu'il n'espère guère atteindre, dont il ne conçoit pas même bien nettement la distance et auquel il n'aura bien souvent pas besoin d'être aidé?

Non! Ce que l'ouvrier comprend quand il parle de pension, c'est une aide au moment où il en a besoin, fût-ce demain. C'est là ce qu'il veut, et il a raison. Mais en général on entend par pension une allocation à un âge fixe et déterminé. De là, le malentendu. On cherche à le corriger en abaissant l'âge; mais ce système a le double inconvénient de pensionner une foule de personnes relativement aisées et valides, et de doubler à chaque palier les frais et les appétits. On en arrive ainsi à chercher, suivant l'heureuse expression de M. Paul Boncour, à individualiser la retraite, c'est-à-dire à la donner à ceux qui en ont réellement besoin, quel que soit leur âge. C'est là précisément ce qu'il faut faire, c'est là ce qui correspond effectivement au véritable sentiment populaire; mais c'est aussi renoncer à la retraite schématique et à priori, pour organiser au contraire l'assurance contre la maladie et l'invalidité.

Dans ce mouvement, la Belgique a pris une position à part par son organisation de la prévoyance libre et subsidiée; elle s'est servie avec succès de ce mouvement pour le canaliser et pour en faire la base de l'organisation plus urgente et plus essentielle de l'assurance contre la maladie et l'invalidité, à tel point que si elle a participé à l'erreur et à ses fâcheuses modalités, nous avons eu cet heureux résultat de voir les mutualités contre la maladie et les caisses de réassurance contre l'invalidité se multiplier dans des proportions très considérables. La question est donc de savoir ce qu'il y a à faire législativement pour donner à ces institutions leur effet le plus utile et le plus complet.

Un spécialiste hollandais, M. van Ryckevorsel, écrit à ce sujet :

« Si au point de vue théorique l'assurance-vieillesse peut être considérée comme une partie de l'assurance-invalidité pratiquement le lien entre les deux est faible; l'assurance-invalidité, exige en premier lieu un bon contrôle sur les invalides, tandis que l'assurance vieillesse peut se passer d'un tel contrôle; or, il n'y pas de meilleur contrôle que celui des intéressés sur place. Mais la mutualité locale d'assurance contre la maladie est trop faible pour porter ce risque, aussi la fédération de ces mutualités est la plus apte pour y pourvoir, moyennant de mettre à la charge de la mutualité locale une petite part de l'indemnité afin de l'intéresser au contrôle qui lui est confié.

Économie de la proposition.

Ainsi que nous l'avons dit, notre proposition a pour but de régler d'une manière générale les assurances sociales contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse, en donnant à chacun de ces trois risques qui frappent la classe laborieuse l'importance qu'il a en réalité. C'est ainsi que la question des pensions ouvrières, qui aujourd'hui est au premier plan, n'est résolue, après l'expérience faite en Belgique et à l'étranger, que subsidiairement à l'organisation de l'assurance contre la maladie et l'invalidité.

En élaborant notre proposition, nous avons tenu compte des faits acquis à l'étranger et des indications des lois anglaise et suisse, des projets hollandais, de l'expérience allemande et de la loi française de 1905 sur l'assistance médicale, mais en adaptant ces données aux situations de fait existant en Belgique.

Notre proposition laisse intactes les situations transitoires créées par notre législation fragmentaire sur les pensions de vieillesse notamment; elle ne supprime aucune loi existante se rapportant aux assurances sociales quelles qu'elles soient, mais elle en élargit le champ et développe de toute manière les institutions existantes.

Nous nous sommes donc inspirés des travaux législatifs de notre pays et des pays voisins, et surtout de l'expérience des mutualités libres: c'est ainsi que le service médical est prévu comme condition principale de l'assurance et comme garantie contre les charges énormes de la simulation, favorisée trop souvent par la camaraderie d'a telier.

Sans service médical sérieusement organisé, pas d'assurances sociales solidement établies et sûrement contrôlées; c'est notre point de départ et la base de tout notre système.

Il est évident aussi qu'un système complet d'assurances sociales doit être élaboré en vue d'en faire jouir tous ceux qui y ont le plus grand intérêt. Malheureusement à ce point de vue, les ouvriers à qui le bienfait d'une assurance à tous les degrés est surtout nécessaire n'ont pas suffisamment compris les avantages qu'ils pouvaient en tirer. Un grand nombre parmi eux sont assurés contre la maladie, un nombre trop restreint a pris son recours à la réassurance, ainsi qu'à la caisse de retraite. Le mouvement d'extension gagne cependant du terrain, mais souvent ce sont les plus malheureux qui restent réfractaires à toute idée de prévoyance. Cependant ailleurs on constate que les régions rurales à faibles salaires des Flandres, de la Campine et de l'Ardenne ont donné une très forte proportion d'affiliés à la Caisse de retraite.

Le moment semble donc venu d'exiger un effort de plus et de décréter l'obligation de l'assurance pour la plus grande partie du monde des travailleurs, non pas dans le sens que nous avons combattu plus haut, mais avec la liberté de l'organe d'assurance.

Notre proposition s'adresse donc à tous les salariés, ouvriers et employés des deux sexes qui ne gagnent pas 2,400 francs par an (art. 1^{er}).

Moyennant certaines conditions, les ouvriers indépendants peuvent demander le bénéfice de la loi, s'ils prouvent qu'ils ne gagnent pas la même somme. Nous avons vu plus haut comment nous comprenions le mot « obligation ». Si on laisse chaque intéressé libre dans le choix de son organe d'assurance, nous estimons que cette modalité n'est pas de nature à effrayer ceux qui, comme nous, ont jusqu'à présent prôné la liberté absolue.

Notre système comprend une triple assurance : d'abord, l'assurance contre la maladie, réalisée directement par les sociétés primaires ou locales de mutualité (art. 2).

Vient ensuite l'assurance contre l'invalidité, réalisée, à l'intervention des mêmes sociétés, par les caisses fédérales (dites improprement de réassurance) auxquelles elles seront affiliées à cet effet (art. 3).

Enfin l'assurance contre la vieillesse, réalisée à l'intervention des mutualités de retraite et de leurs fédérations, par la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'État (art. 4).

Comme on le voit, la cheville de tout le système, c'est la mutualité libre.

Il faut cependant prévoir le cas où des personnes qui tombent sous l'application de la loi ne peuvent ou ne veulent s'enrôler dans une mutualité libre : à défaut de mutualité libre, nous créons les conseils régionaux des institutions de prévoyance (art. 6). Leur rôle est très important, car outre qu'ils servent d'organe d'assurances pour les non-mutualistes, ils sont appelés à servir d'intermédiaires vis-à-vis des patrons entre ceux-ci et les mutualités; ils assureront en partie le contrôle de l'obligation; et, de plus,

ils peuvent assumer la charge du service médical aux lieu et place des mutualités, à la suite d'une entente avec celles-ci.

Si la compétence des Conseils régionaux est si développée, il ne s'ensuit pas qu'ils soient un organisme bureaucratique dans le sens administratif du mot, ils ne constituent pas non plus une institution d'État, en ce sens que le Gouvernement en nomme les administrateurs. Divers organismes concourent à ces nominations, chacun en proportion des intérêts qu'il a à défendre. C'est ainsi que la moitié des membres sera élue par les mutualités du ressort et que l'autre moitié sera désignée, par parts égales, par les patrons domiciliés dans le ressort, par les médecins et pharmaciens, par le Gouvernement et par la Députation permanente du Conseil provincial (art. 6, § 2).

Nous croyons ainsi donner à chacun, par le choix de ses mandataires, la part légitime à laquelle il a droit au sein du Conseil. Cette disposition est également de nature à éviter de regrettables conflits, par exemple entre mutualités et médecins.

Au-dessus des Conseils régionaux, nous avons prévu l'institution d'un Conseil supérieur des institutions de prévoyance, composé de membres de droit et de membres élus (art. 5).

Les membres de droit sont les membres de la Commission permanente des sociétés mutualistes, dont toutes les attributions actuelles sont maintenues.

Les membres élus sont désignés par les mutualités.

La désignation des membres élus, tant pour le Conseil supérieur que pour les Conseils régionaux, a lieu pour six ans, au système de la représentation proportionnelle fixé par la loi pour les élections législatives. Toute mutualité comptant au moins cinquante membres (il faut fixer un minimum pour avoir des mutualités d'une certaine importance) a droit à un délégué par cent membres ou fraction de cinquante membres au moins.

Quand il s'agit des Conseils régionaux, ce sont les délégués de la région qui choisissent librement les huit délégués auxquels ils ont droit.

S'il s'agit du Conseil supérieur, il y a lieu de donner à chaque province une représentation spéciale au sein du Conseil, et cela proportionnellement au nombre de ses habitants. Chaque province aurait droit à un délégué par 300,000 habitants ou fraction de 200,000; dans l'état actuel de la population, il y aurait deux cent cinquante délégués, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessous, tiré du recensement général de la population en 1910.

Anvers.	968,677 habitants,	3 délégués.
Brabant	1,469,677 id.	5 id.
Flandre occidentale . .	874,135 id.	3 id.
Flandre orientale . .	1,120,335 id.	4 id.
Hainaut	1,232,867 id.	4 id.
Liège	888,341 id.	3 id.
Limbourg	275,691 id.	1 id.
Luxembourg	231,215 id.	1 id.
Namur.	362,846 id.	1 id.

Nous avons aussi prévu la désignation de membres suppléants qui au besoin pourraient prendre part au vote en l'absence du titulaire qu'ils représentent.

Le Conseil supérieur de la mutualité a dans sa compétence tout ce qui intéresse les assurances sociales ; il peut être consulté par le Gouvernement sur les modifications à apporter à la législation existante ou sur la portée des arrêtés royaux prévus par la présente proposition, ou à élaborer dans la suite.

Mais le rôle principal des Conseils régionaux consiste à tenir lieu d'organe de l'assurance pour tous les salariés qui tombent sous l'application de la proposition de loi et qui ne sont affiliés à aucune mutualité. Nous avons vu que l'organe principal de l'assurance aux trois degrés, c'est la mutualité, mais si par insouciance ou méfiance ou pour des motifs de convenance personnelle ou pour tout autre motif, des intéressés n'entraient pas dans le cadre de la mutualité, le Conseil régional doit organiser pour eux le service d'assurance ; il pourra aussi s'entendre avec une mutualité agréée pour mettre en subsistance ou en surveillance ceux que nous pourrions appeler réfractaires à la mutualité. En ce cas, il devra toujours tenir compte des préférences tant de l'assuré que des diverses associations. Composé pour moitié de mutualistes, il ne cherchera pas à supplanter la mutualité libre, mais, au contraire, il s'efforcera d'y faire entrer tous les éléments susceptibles d'y être admis.

Il est évident qu'en tant qu'organe de l'assurance il constituera une individualité juridique séparée qui jouira de tous les droits des sociétés mutualistes reconnues.

Il accordera à ses affiliés les mêmes avantages que les mutualités dans la mesure où les ressources le permettent. Il est certain évidemment que les ouvriers auront intérêt à se grouper librement dans les associations gérées et contrôlées par eux-mêmes.

Le Gouvernement peut encore le charger d'autres missions relatives à l'hygiène et à la prévoyance sociales, par exemple en vue de la prévention des maladies.

Nous avons vu que le service médical est considéré comme base indispensable des assurances sociales : à ce point de vue, le Conseil régional peut s'entendre avec les mutualités de son ressort pour organiser les services médicaux, pharmaceutiques et de sanatorium. Cette mesure peut être très utile pour assurer un contrôle sérieux des affiliés malades et peut rendre des services éminents non seulement aux petites mutualités rurales qui ont parfois beaucoup de peines à organiser leur service médical, mais aussi aux puissantes mutualités urbaines qui désirent organiser ce service en commun. Comme les médecins et pharmaciens sont représentés dans les Conseils par des délégués de leur choix, leurs intérêts légitimes ne seront pas méconnus. Il faut que l'homme de science qui a fait de longues et coûteuses études et qui consacre une vie de dévouement souvent pénible à sauver la vie et la force de travail soit respecté et rémunéré en conséquence.

Dans le fonctionnement des lois d'assurance, sa mission doit surtout devenir celle de l'hygiéniste qui prévient les maladies.

L'article 6 indique la manière dont sont couvertes les dépenses des Conseils régionaux, ainsi que les ressources dont ils disposent.

Des mesures sont prises également pour éviter certains abus qui pourraient naître, notamment au détriment de la liberté d'opinion des sociétés; les lois récentes d'Angleterre et de Suisse consacrent celle-ci en même temps qu'elles sauvegardent celle des sociétaires. L'âge d'admissibilité des membres ne peut être une cause d'exclusion des subsides des pouvoirs locaux : ceux-ci ne peuvent tendre à rendre le contrôle négligent, ce qui est la conséquence à craindre des subsides calculés en proportion des dépenses.

Depuis longtemps on réclame la création de sanatoria destinés à isoler et à abriter les tuberculeux notamment.

Un système d'assurances sociales pour être complet ne pouvait ne pas en prévoir l'institution. Les services rendus par les sanatoria ne sont plus mis en doute aujourd'hui; en cette matière, l'État a des devoirs spéciaux. C'est pour ce motif que nous prévoyons dans notre proposition des subsides extraordinaires pour leur création et un subside annuel pour couvrir les frais de traitement des assurés dans les sanatoria. L'Angleterre nous montre la voie à cet égard : l'État va consacrer 37 millions et demi à leur établissement et un million et demi par an est prélevé en vue de leur entretien sur les recettes de l'assurance.

On s'est plaint des limites légales mises au placement des fonds des mutualités et fédérations : nous avons cru utile d'étendre les dispositions trop restrictives de la loi de 1894, tout en agissant avec une extrême prudence, comme on pourra s'en convaincre en lisant l'article 13.

Assurance contre la maladie

L'article 14 donne toutes les conditions exigées pour l'agrération des sociétés mutualistes primaires qui assurent leurs membres contre la maladie.

En tête nous inscrivons le service médical et pharmaceutique, parce que nous ne pourrions concevoir une assurance sérieusement organisée si elle n'inscrivait ce service primordial à sa base. L'indemnité journalière doit être de 4 franc en règle générale au moins, et nous prévoyons une indemnité de 30 francs pour les femmes en couches. Le contrôle des malades doit être sérieusement organisé, et, de plus, nous exigeons, comme la loi anglaise, un cautionnement afin de garantir l'exécution des engagements sociaux. Nous prévoyons ensuite l'affiliation à une caisse fédérale, dite de réassurance, et le concours de la société primaire, si faire se peut, aux charges de contrôle du Conseil général des institutions de prévoyance. Ensuite, pour éviter le boycottage des membres, nous interdisons l'exclusion des membres pour

motifs de conscience, de politique, et nous prévoyons enfin des modes d'arbitrage sérieux en vue de prévenir les contestations judiciaires.

Il est à remarquer que ces conditions qui seront statutairement exigées, ne dérogent en rien à la loi de 1894 sur les sociétés de secours mutuels.

Les articles suivants prévoient le mode d'agrégation et l'organisation du service d'assurance contre la maladie. Ce service est très important, car il faut s'assurer que tous les salariés qui tombent sous l'application de la loi soient réellement affiliés à une mutualité contre la maladie ; il faut ensuite garantir à ceux-ci le libre choix de l'organe d'assurance, et pour que cette garantie soit réelle, il faut prendre des précautions suffisantes pour que le chef d'industrie ou son préposé ne sachent pas à quelle société un quelconque des ouvriers ou employés est assuré.

Il faut ensuite s'assurer quelle est la somme que chaque patron doit verser obligatoirement pour l'assurance contre la maladie et que celle-ci a réellement été versée.

Du moment qu'un ouvrier a fait le versement requis et dûment constaté à une mutualité de son choix, le patron ne peut de ce chef faire aucune retenue sur son salaire ; il n'y est autorisé que si l'ouvrier n'est affilié à aucune société et, dans ce cas, il remet la retenue au Conseil régional dont nous avons parlé.

Il semble que jusqu'à présent bien des mutualités de maladie ne peuvent, sans recourir à des ressources extraordinaires, faire honneur à leurs obligations, à leurs engagements vis-à-vis des membres. Si toutes établissaient leur bilan technique, on serait étonné de l'insuffisance de leurs ressources en comparaison de leurs engagements. Aussi croyons-nous que, pour organiser sérieusement la lutte contre la maladie, il faut demander une cotisation suffisante aux membres ; ce que l'ouvrier veut en cas de maladie, c'est une indemnité journalière qui ne soit pas trop restreinte.

C'est pourquoi nous inscrivons dans la loi que la cotisation obligatoire mise à charge de l'ouvrier sera de 1 franc par mois, ou 12 francs par an.

Mais étant donné que des catégories nombreuses d'ouvriers n'ont qu'un salaire inférieur à fr. 2.50 par jour, que le salaire des femmes est également réduit, que les ouvriers âgés ne gagnent plus autant que les adultes, nous croyons pouvoir réduire à 6 francs par an la cotisation pour toutes ces catégories de salariés, mais dans ces cas l'indemnité journalière peut être également réduite.

D'autres catégories de salariés peuvent être dispensés de toute cotisation ; on en trouvera la nomenclature à l'article 18, mais alors cependant le service médical et pharmaceutique leur est assuré par l'intermédiaire du Conseil régional, à charge des contributions patronales et de celles de l'État.

Quant à la cotisation obligatoire des chefs d'industrie, elle constitue un forfait représentant la valeur du risque des maladies professionnelles dues

au milieu industriel. Elle est de 3 francs par ouvrier. Cette cotisation est exigée même pour ceux qui sont dispensés, et cette obligation rentre parfaitement dans le cadre de la loi, puisque ceux-ci jouissent du service médical et pharmaceutique, et que la cotisation patronale est versée au Conseil régional qui a ce service dans ses attributions pour tous les non-assurés d'abord et pour les affiliés à une mutualité qui a fait accord, à cet effet, avec le Conseil, comme nous l'avons vu plus haut. Moyennant certaines conditions, les fédérations peuvent se charger du service médical et toucher, par l'intermédiaire des Conseils régionaux, les cotisations patronales et les subsides de pouvoirs publics (art. 21).

Quant aux autres mutualités qui n'auraient pas semblable accord, elles peuvent, moyennant certaines conditions, recevoir la cotisation patronale par l'intermédiaire du Conseil régional.

Il est impossible, dans l'état de choses actuel, de concevoir l'organisation des assurances sociales sans une troisième intervention, celle de l'État.

Jusqu'à présent l'État ne donne rien aux caisses de maladie, sinon un trop modeste subside de premier établissement et pour travaux d'écriture. Dans notre proposition, nous demandons que l'État intervienne pour 3 francs par an et par ouvrier, y compris les dispensés. Ce subside est destiné à l'organisme qui assure le service médical et pharmaceutique.

Ce subside peut être insuffisant, notamment quand les malades habitent dans une région où les médecins sont trop éloignés d'eux ; pour ces cas, nous prévoyons un subside complémentaire qui peut atteindre le maximum de 3 francs. C'est ce que la loi suisse appelle « indemnité de montagne ».

*
* *

Comme on le voit, ce système repose avant tout sur l'indépendance, le contrôle et la responsabilité des affiliés eux-mêmes et de leurs sociétés composées à leur choix et administrées par des élus des intéressés affranchis de toute tutelle inutile pour des prévoyants. L'expérience a démontré que les caisses patronales ou officielles tendent à la simulation de la part des assurés et à la pression de la part des industriels ou des fonctionnaires. Les ouvriers allemands, dans leurs congrès, se plaignent en outre que les caisses de fabrique pratiquent une sélection au détriment des autres caisses. La loi anglaise de 1902, dite *shop clubs act*, œuvre du Gouvernement conservateur d'alors, prenait déjà contre les caisses patronales des mesures énergiques que la loi d'assurance de l'an dernier a encore renforcées : il faut que les caisses soient ouvrières *self controlling*. La loi suisse a la même tendance.

En cas d'insuffisance des ressources, les Conseils régionaux réduiront leurs allocations, les mutualités, elles auront à cœur de relever leurs cotisations.

Assurance contre l'invalidité.

Dans ce titre, nous adoptons les mêmes principes que pour l'assurance contre la maladie : ce sont les fédérations qui organisent cette seconde assurance, en réunissant en un groupement un certain nombre de mutualités primaires de leur région : l'assurance est obligatoire pour les mêmes catégories d'ouvriers; nous reprenons aussi le principe de l'intervention pécuniaire de l'ouvrier, du chef d'industrie et de l'État, en continuant à considérer comme le régime normal les associations librement choisies et administrées par les assurés seuls sous leur responsabilité.

Quant à l'indemnité, elle sera de 1 franc par jour au moins, et cela pour tout le temps que dure la maladie ou l'invalidité prématurée. A l'âge de 65 ans cependant, la rente-invalidité vient à cesser pour faire place à la rente-vieillesse (art. 22).

La cotisation obligatoire des ouvriers est de 6 francs par an; ici encore nous devons faire remarquer que pour édifier une œuvre sérieuse, l'indemnité, et par conséquent la cotisation, doit avoir une certaine importance.

Mais nous retrouvons ici les mêmes catégories d'affiliés dispensés ou dont la cotisation est réduite.

Le chef d'industrie paiera également une cotisation de 3 francs pour tous ses ouvriers.

Cependant, comme la charge d'invalidité est relativement faible au début de l'application de l'assurance et ne croît que peu à peu, et pour ne pas exiger de l'industrie des charges trop lourdes, nous ne lui réclamons rien en ce moment : sa cotisation n'est que différée jusqu'au jour où elle n'aura plus à intervenir dans l'assurance contre la vieillesse, ainsi que nous l'expliquerons plus bas. Un arrêté royal devra intervenir pour fixer à quel moment et dans quelle mesure la cotisation patronale deviendra exigible.

Celle-ci sera versée aux caisses fédérales ayant organisé l'assurance contre l'invalidité ou, à leur défaut, aux Conseils régionaux.

L'État a également pour mission d'intervenir dans les frais occasionnés par l'assurance contre l'invalidité. Aux primes accordées dans le régime transitoire, nous préférons la subvention unique et égale pour tous les réassurés.

Nous ne croyons pas exagérer de demander 4 francs par an et par assuré, y compris les dispensés, de façon à pouvoir leur assurer aussi le service et le contrôle médical, le traitement préventif et curatif de l'invalidité.

Les cotisations patronales futures et les subventions de l'État seront versées aux Conseils régionaux ou aux caisses fédérales qui ont organisé la réassurance, moyennant des conditions à déterminer par arrêté royal.

Il est impossible, actuellement, d'établir le risque probable de l'invalidité, qui dépendra surtout du sérieux du contrôle, *confié pour cela aux intéressés eux-mêmes*. Les résultats acquis par les premières années de fonctionnement

de nos caisses dites de réassurance permettent cependant d'espérer que, sur les bases de proposition de loi, des réserves suffisantes pourront peu à peu se constituer.

Assurance contre la vieillesse.

C'est le troisième risque à assurer, mais dans une organisation complète d'assurances sociales il n'atteint que le dernier rang.

Cette assurance est organisée, comme aujourd'hui, par des mutualités spéciales qui servent d'intermédiaires entre les affiliés et la Caisse générale de retraite. Nous ne croyons en rien devoir modifier cette situation.

Ici encore l'ouvrier a le libre choix de son organe d'assurance, avec les mêmes garanties que par l'assurance contre la maladie; la proposition apporte donc une modification à l'interprétation donnée à la loi sur les pensions des mineurs et en vertu de laquelle ceux-ci n'auraient aucun choix à cet égard, tandis que toute latitude est laissée aux patrons charbonniers; mais si l'ouvrier ne recourt à aucune mutualité existante, c'est encore le Conseil régional des institutions de prévoyance ou la Caisse de prévoyance des mines qui lui sert d'organe d'assurance. Comme en matière de maladie, son affiliation sera constatée par une carte dont il a la garde, et tous les versements obligatoires y seront inscrits. Ce n'est que dans le cas de non-affiliation que le chef d'industrie pourra faire les retenues requises sur son salaire pour remettre les fonds au Conseil régional par voie d'achat de timbres.

La cotisation obligatoire est de 6 francs par an. Cette somme est, en effet, suffisante pour se créer une pension de 1 franc par jour, si on commence les versements à l'âge de 15 ans. Dans ce cas, les versements de 6 francs effectués de 15 à 65 ans par un ouvrier, augmentés des primes et subventions actuelles versées par l'État, assurent la pension de 360 francs sans versement du chef d'industrie.

En régime normal donc, nous ne devons rien demander au chef d'industrie pour l'assurance contre la vieillesse de ses ouvriers.

Mais pendant une période transitoire encore assez longue, nous exigeons une cotisation spéciale des chefs d'industrie pour tous leurs ouvriers nés avant 1871, c'est-à-dire jusqu'en 1935 inclusivement. Cette cotisation est indispensable pour accorder une rente à tous les ouvriers trop âgés pour se créer une pension par leurs seuls versements. Elle devra être versée au fonds spécial créé par la loi du 10 mai 1900 et devrait être de 6 francs par an et par ouvrier employé. Ajoutée au versement de 6 francs exigés déjà des affiliés par la proposition de loi transitoire dû à l'initiative parlementaire de M. Moyersoen et à l'allocation spéciale accordée par l'État, cette contribution patronale permettra à tous ces ouvriers de se créer une pension, sinon de 1 franc par jour, tout au moins s'en rapprochant notablement.

Nous prévoyons de plus des allocations spéciales à inscrire au budget en

faveur du fonds spécial des fédérations mutualistes ayant organisé une caisse spéciale temporaire pour leurs membres nés avant 1871. Cette allocation spéciale devrait être inscrite annuellement jusqu'en 1935, année où prendrait fin la période transitoire.

Comme on le voit, la proposition de loi s'en tient, pour les pensions de vieillesse comme pour les autres assurances sociales, aux institutions existantes, qu'elle se contente de développer et de compléter en corroborant leur action de propagande de la prévoyance libre par le contrôle des Conseils régionaux et des patrons pour les cotisations devenues obligatoires, mais sans transférer aucune part de l'administration des caisses des ouvriers prévoyants à des délégués des industriels ou des pouvoirs publics. La proposition suit à cet égard l'esprit des nouvelles législations anglaise et suisse; elle ne suit pas l'Allemagne dont le régime bureaucratique et tutélaire, inutile pour les travailleurs déjà affiliés librement, a produit une foule d'abus avoués aujourd'hui par les dirigeants même de l'assurance allemande.

La capitalisation.

Le système de la capitalisation, consacré par la loi du 10 mai 1900 pour les pensions de vieillesse, doit être maintenu. En matière d'engagements viagers, le système de la répartition, même à charge d'une nation dans un régime obligatoire et définitif, consiste à mettre les charges du présent sur les épaules des générations futures, qui auront sans doute d'autres fardeaux à supporter, de nouveaux progrès sociaux à réaliser à leur tour et à leurs frais.

Spécialement la Belgique, petit pays d'exportation acculé au libre échange entre des grandes Puissances protectionnistes, doit user vis-à-vis de ses enfants d'une réserve et d'une prudence exceptionnelles. La marche de l'Angleterre, encore libre échangiste, lui sera en effet rendue d'un accès beaucoup plus difficile dans un avenir plus ou moins rapproché : les tendances protectionnistes finiront un jour ou l'autre par y avoir le dessus, et ce jour-là notre industrie et nos ouvriers se trouveront en présence d'une crise terrible qui causera peut-être une émigration en masse. Quelles seront alors leurs ressources? Elles suffiront à peine aux charges courantes, elles ne pourront réparer l'imprévoyance financière du passé, c'est-à-dire d'aujourd'hui.

Nous ne pouvons donc pas compter sur l'avenir pour pourvoir aux charges des assurances viagères : la prévoyance nous impose d'en constituer la contre-partie suivant le système entré d'ailleurs dans les habitudes.

L'Allemagne s'est vue contrainte par l'expérience de remplacer en cette matière le système de la répartition, adopté par elle en 1890, par celui de la capitalisation par périodes, et c'est moyennant de lourdes charges actuelles qu'elle s'efforce de réparer son erreur initiale.

Le capital de l'assurance-vieillesse et invalidité y atteignait déjà au

1^{er} janvier 1910, grâce à ces mesures, près de 2 milliards de francs; il augmente de plus de 100 millions par an.

La France, dans sa loi de 1910, a consacré aussi le système de la capitalisation.

Il a été démontré par les actuaires que, faute de profiter du jeu des intérêts composés, le coût de la répartition en comparaison de la capitalisation est comme 21 est à 8.

Répartir en matière d'engagements viagers, c'est manger son bien avec son revenu; c'est agir comme un père de famille qui mettrait ses propriétés en rentes viagères; c'est lancer des traites sur l'avenir sans être certain que la provision existera au jour de l'échéance. Le jour où le système s'arrêterait par exemple par suite de la disparition d'une industrie dans laquelle il serait pratiqué, les survivants se verraient évidemment frustrés. Et ce risque n'est pas chimérique. Les progrès techniques menacent toujours non seulement les procédés et la main-d'œuvre d'aujourd'hui, mais des industries elles-mêmes. M. Solvay prédit l'arrêt des charbonnages, dont la houille blanche rendrait l'exploitation inutile.

C'est enfin une perte fatale que de dire : « après nous le déluge », et que de compter sur l'avenir pour solder des engagements actuels courants et qui se renouvellent sans cesse : le déficit final est inéluctable au bout.

Comment qualifierait-on un Ministre des Finances qui ferait des dépenses dont il laisserait le soin de la couverture à ses successeurs?

Payons donc nous-mêmes notre dette sociale et n'exposons pas nos enfants à devoir un jour nous déclarer en faillite et à avoir à rougir de nous.

Nous croyons, non seulement qu'il ne faut imposer à l'avenir le montant croissant des charges de la répartition, mais qu'il faut même surcharger le présent afin d'alléger plus tard les obligations de notre industrie menacée dans son exportation future. Adoptant pour le régime transitoire des pensions l'idée de la taxe patronale, préconisée il y quinze ans par feu notre collègue M. Victor Beauduin, nous prévoyons la réduction de moitié de cette taxe dès que la diminution normale des charges temporaires le permettra. Lors de leur extinction, les industriels n'auront plus à intervenir dans les pensions de vieillesse de leurs ouvriers; il nous paraît évident que c'est là, de toutes les assurances sociales, celle dont la responsabilité incombe le moins aux patrons : la longévité des ouvriers est plutôt un signe de la sollicitude patronale pour leur bien-être et pour l'hygiène des ateliers.

Pour le régime transitoire des pensions de vieillesse, la répartition a au contraire le caractère de faire face, à charge de la génération présente, à toutes les dépenses relatives aux vieillards actuels et à ceux de la période en cours. Elle s'impose donc par prévoyance et par courage financier; elle comporte notamment l'extinction progressive des « caisses des vieux » pour lesquelles la mutualité est unanime à demander des subsides temporaires.

Les charges.

Les charges de la proposition de loi sont modérées en comparaison de ce qui est réalisé à l'étranger.

En Allemagne, la codification des assurances sociales qui va entrer incessamment en vigueur porte la charge annuelle des patrons et des ouvriers à un milliard et demi de francs.

L'Angleterre vient d'imposer, pour la maladie et l'invalidité, des contributions de 4 pence par semaine pour l'ouvrier, de 3 pence et parfois plus pour le patron, de 2 pence pour l'État, soit environ 24 francs à charge du travailleur, 16 francs pour l'industriel et fr. 10.30 pour la nation.

Les contributions totales y atteindront 700 millions de francs dès les premières années, dont 157 à charge de l'État si le nombre des affiliés atteint 15 millions.

Nous proposons pour ces deux risques une charge de 18 francs pour l'ouvrier, de 6 francs en période normale pour le patron et de 7 francs pour l'État (sans compter son intervention pour les sanatoria et pour le service médical à grande distance). Les avantages des deux systèmes sont à peu près comparables : la Belgique peut compter sur une morbidité plus faible et, par conséquent, moins coûteuse.

L'Angleterre met entièrement à la charge de l'État, par suite d'une erreur dont ses dirigeants se rendent compte aujourd'hui, la charge de la vieillesse à partir de 70 ans. Il en résulte une dépense de 13 millions de livres sterling dès la troisième année, soit 330 millions de francs, au lieu de 100 ou 150 millions au maximum prévus à l'origine.

Et cependant elle est encore loin du franc par jour, surtout pour la partie des assistés qui ne reçoivent que de 1 à 4 shillings par semaine.

Ce système de pensions gratuites donne lieu à toutes les surenchères du montant et de l'âge d'entrée en jouissance de la rente. Il impose aux contribuables une lourde charge, que les répercussions économiques font retomber indirectement en partie sur les travailleurs eux-mêmes. Les conflits actuels montrent combien ces répercussions sont vivement ressenties par les ouvriers anglais.

La France vient de régler — on sait avec quelles difficultés d'application encore insurmontées — la question de l'assurance-vieillesse avec des charges ouvrières, patronales et nationales supérieures à celles de notre proposition : la rente de 100 francs au minimum progressera peu à peu pour les nouveaux bénéficiaires et n'atteindra le franc par jour que dans trente ou quarante ans.

*
* *

Quelle sera la charge de notre proposition pour les finances publiques? Il ne faut, pour l'évaluer, tenir compte que des assurés obligés, les affiliés libres ne devant constituer que peu à peu une charge sensible, qui dépendra

de leur adhésion facultative, c'est-à-dire d'une condition potestative dont l'effet est difficile à apprécier.

Pour établir le nombre des assurés obligés, il faut se rappeler l'exemple de l'Allemagne elle-même, toute disciplinée qu'elle soit, et celui tout actuel de la France le démontre qu'il ne suffit pas d'inscrire l'obligation dans la loi pour le réaliser en fait. Nous estimons que, dans les premières années d'application, il n'y aura en moyenne pas plus d'un million et de demi de bénéficiaires : nous supposons que leur nombre pourra s'élever à deux millions et demi, y compris les assurés volontaires, dans la période encore lointaine où la loi serait entrée dans les mœurs et atteindrait son fonctionnement normal et complet.

Il y a un demi-million de mutualistes assurés contre la maladie; 200,000 contre l'invalidité et 650,000 faisant effectivement, au cours d'une année, des versements à la Caisse de retraite : ce n'est pas du jour au lendemain que l'on pourra généraliser, avec les ménagements qui conviennent à notre tempérament national, l'affiliation des réfractaires de la mutualité.

En tablant donc sur 1 million et demi de bénéficiaires, comme moyenne des dix premières années, l'État aurait à leur attribuer 3 francs par tête pour l'assurance-maladie, soit 4 millions et demi, et 4 francs pour l'assurance-invalidité, soit 6 millions.

Les charges de l'assurance-vieillesse, au delà des 6 millions accordés aujourd'hui en subventions et primes à 650,000 affiliés à la Caisse générale de retraite, peuvent se calculer, pour 850,000 nouveaux affiliés, à raison d'abord de fr. 3.60 de primes plus 2 francs de subventions pour chacun d'eux, et ensuite en moyenne de 5 francs de surprimes pour 250,000 d'entre eux en vertu de l'article 16 de la loi du 5 juin 1911, ce qui fait 4,760,000 francs plus 1,250,000 francs, soit environ 6 millions.

Il faut ajouter à ces chiffres 200,000 francs pour les sanatoria, dont les frais d'établissement représentés par des constructions durables constituent un placement et trouvent leur place au Budget extraordinaire. Il convient de réserver 300,000 francs pour le subside complémentaire pour le service médical à la campagne et pour les subsides aux caisses temporaires de vieillesse des groupements mutualistes. Les frais d'administration seront, comme jusqu'ici, à la charge des établissements d'assurance.

La dépense totale pour l'État serait donc de 17 millions dans la période d'organisation et de propagande. Son augmentation ultérieure pourrait être compensée par la diminution future et l'extinction totale, à la longue, des allocations de 65 francs qui pourront être augmentées dans la période transitoire à concurrence de la taxe patronale, mais qui deviendront inutiles dans l'avenir, les versements nouveaux des assurés augmentés des primes de l'État devant leur donner le franc par jour.

Cette charge nouvelle de 17 millions n'est pas effrayante pour un pays actuellement en pleine prospérité et dont les ressources annuelles croissent régulièrement sans création d'impôts nouveaux.

Elle est fort modérée pour résoudre un problème aussi important et d'un intérêt aussi général et aussi poignant que celui des assurances sociales

Conclusion.

La proposition de loi peut, dans l'esprit de ses auteurs, apporter une solution nationale à ce problème par l'accord de tous les partis, dont nous sollicitons l'attention bienveillante et un concours dégagé des préoccupations qui les divisent.

Cette proposition est conservatrice, en ce qu'elle maintient et fortifie nos organisations mutualistes et tout le système de nos lois existantes : elle n'en supprime pas un seul article : ce système en effet est le produit naturel de nos meilleures traditions nationales en même temps que de préjugés et de circonstances qu'on ne réforme pas durablement en un jour. Comme le dit le principal journal libéral hollandais, le *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, ce système est issu de « la croissance naturelle des choses ». La proposition s'inspire encore de traditions conservatrices en ménageant les intérêts présents et futurs de l'État et de l'industrie.

On peut en dire aussi ce que dit la *Revue de la Mutualité* du Dr Barnieh à propos de la loi suisse : elle s'inspire d'idées largement libérales, car « son bénéfice s'étendra dans une égale mesure aux caisses de toutes les confessions, professions ou partis politiques ».

Comme cette loi et comme la loi anglaise, la proposition est libérale aussi en garantissant aux membres mêmes de ces mutualités confessionnelles ou politiques la liberté de conscience, c'est-à-dire la liberté de changer d'opinions sans être exposés à perdre aucun avantage ni à devoir quitter pour cela l'organisme d'assurance auquel ils s'étaient affiliés en remplissant au début les conditions mises à leur entrée. La proposition cherche à cet égard à concilier la liberté d'association avec la liberté d'opinion, qu'elle regarde toutes deux comme également précieuses.

Enfin, la proposition est nettement démocratique en assurant aux intéressés prévoyants la libre administration, à l'exclusion de toute tutelle patronale ou bureaucratique, des organismes d'assurance qu'ils ont déjà établis ou qu'ils créeront à l'avenir. A nos yeux, la démocratie ne consiste pas à imposer aux assurés la participation à un groupement qu'ils n'auraient pas choisi en toute liberté, ni à leur imposer des administrateurs, des visiteurs, des contrôleurs qui n'émaneraient pas de leur choix, au scrutin libre et secret, et qui n'auraient et ne conserveraient pas toute leur confiance. Nous pensons que ce mode d'administration autonome et décentralisée est la meilleure école d'indépendance, de dignité et de responsabilité des travailleurs, en même temps qu'une garantie d'un bon fonctionnement et surtout d'un contrôle efficace de l'assurance ouvrière, dont on a dit que le contrôle est tout, dans sa lutte incessante contre la simulation, la pression et le terrorisme d'où qu'ils viennent.

Puissions-nous avoir contribué, pour quelque part modeste, à côté du mouvement si remarquable des idées en cette matière, du développement fécond des œuvres, des leçons de l'expérience et des exemples à l'étranger, à hâter la réalisation d'un système national d'assurance sociale, accepté et pratiqué par tous les groupements et toutes les tendances, et atténuant les inconvénients de l'obligation par les garanties essentielles de prudence et de prévoyance, de décentralisation, de responsabilité et de liberté populaire.

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

Proposition de loi réglant d'une manière générale les assurances sociales contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse.

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

L'assurance des travailleurs contre l'incapacité de travail résultant de la maladie, de l'invalidité et de la vieillesse a lieu, conformément aux dispositions de la présente loi, par le moyen des associations mutualistes choisies et administrées librement par les assurés.

Sont considérés comme assurés, les ouvriers et employés des deux sexes dont le salaire ou le traitement ne dépasse pas 2,400 francs par an.

Les travailleurs indépendants qui justifient que leurs ressources ne dépassent pas le même chiffre sont admis, sur leur demande, à bénéficier des avantages de la loi, moyennant les conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 2.

L'assurance contre la maladie est réalisée directement par les sociétés primaires ou locales de mutualité.

ART. 3.

L'assurance contre l'invalidité est réalisée, à l'intervention des mêmes

Wetsvoorstel waarbij de sociale verzekering tegen ziekte, invaliditeit en ouderdom op algemeene wijze wordt geregeld.

EERSTE TITEL.

Algemeene bepalingen

ARTIKEL 1.

Verzekering van de werklieden tegen arbeidsonbekwaamheid voortvloeiende uit ziekte, invaliditeit en ouderdom geschiedt, overeenkomstig de bepalingen van deze wet, door middel van onderlinge vereenigingen, vrij verkozen en beheerd door de verzekerden.

Als verzekerden worden beschouwd de werklieden en de bedienden van beidelei geslacht, wier loon of wedde 2,400 frank per jaar niet te boven gaat.

De onafhankelijke werklieden, die 't bewijs inbrengen dat hunne middelen hetzelfde cijfer niet te boven gaan, worden, op hun verzoek, toegelaten tot het genot van de voordeelen van deze wet, mits zij voldoen aan de vereischten, bij koninklijk besluit te bepalen.

ART. 2.

Verzekering tegen ziekte wordt rechtstreeks bewerkstelligd door de primaire of plaatselijke onderlinge maatschappijen.

ART. 3.

Verzekering tegen invaliditeit wordt, door bemiddeling van dezelfde maat-

sociétés, par les caisses fédérales (dites de réassurance) auxquelles elles seront affiliées à cet effet.

ART. 4.

L'assurance contre la vieillesse est réalisée, à l'intervention des mutualités ou de leurs fédérations, par la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'État, sans préjudice des dispositions de la loi du 5 juin 1911 sur les pensions des ouvriers mineurs, ni des avantages réservés, en vertu des dispositions transitoires de la présente loi, aux mutualistes affiliés aux caisses spéciales temporaires établies en vue de compléter les allocations à accorder aux travailleurs.

ART. 5.

Il est institué un Conseil général des institutions de prévoyance. Il se compose de quinze membres de droit et de membres élus.

Les membres de droit sont les membres de la Commission permanente des sociétés mutualistes.

Les membres élus sont désignés pour cinq ans, au moyen du système de représentation proportionnelle fixé par la loi pour les élections législatives, par les délégués des mutualités reconnues à concurrence d'un délégué par cent membres, ou fraction supérieure à cinquante membres.

Pour l'évaluation du nombre des membres donnant droit à un délégué, il sera tenu compte, à égalité, de l'affiliation respective aux services d'assu-

schappijen, bewerkstelligd door de bondskassen (zoogezegd van herverzekering), waarbij ze met dat doel zijn aangesloten.

ART. 4.

Verzekering tegen ouderdom wordt, door bemiddeling van de onderlinge maatschappijen of van dezer bonden, bewerkstelligd door de Algemeene Lijf-rentekas onder waarborg van den Staat, onverminderd de bepalingen der wet van 5 Juni 1911 op de pensioenen der mijnwerkers, en de voordeelen, uit krachte van de overgangsbepalingen dezer wet, voorbehouden aan de leden aangesloten bij de bijzondere tijdelijke kassen opgericht met het oog op het aanvullen van de toelagen, aan de werklieden toe te kennen.

ART. 5.

Een Algemeene Raad der instellingen van vooruitzicht wordt tot stand gebracht. Hij bestaat uit vijftien leden van rechtswege en uit gekozen leden.

De leden van rechtswege zijn de leden der Bestendige Commissie voor de onderlinge maatschappijen.

De gekozen leden worden, met het stelsel van evenredige vertegenwoordiging zooals dit bestaat voor de verkiezingen der Wetgevende Kamers, voor een tijd van vijf jaar aangewezen door de afgevaardigden der erkende onderlinge maatschappijen, elk honderdtal leden of fractie boven de vijftig leden recht gevende op een afgevaardigde.

Tot berekening van 't getal leden die recht geven op een afgevaardigde, wordt, in gelijke mate, rekening gehouden met de respectieve aansluiting bij

rance contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse.

L'élection aura lieu par collèges provinciaux, dans les formes et conditions à déterminer par arrêté royal, à concurrence d'un membre par 300,000 habitants ou fraction de 300,000 de manière que le nombre total ne dépasse pas cette proportion pour l'ensemble du pays.

Des membres suppléants peuvent être désignés en même temps que les membres effectifs et participer avec voix consultative aux travaux du Conseil, et même avec voix délibérative en l'absence du membre qu'ils suppléent.

ART. 6.

Le Conseil général exerce les attributions qui lui sont confiées par la présente loi et par les arrêtés royaux, qui détermineront aussi son mode de fonctionnement.

Les dépenses relatives au fonctionnement du Conseil général sont à la charge du Gouvernement.

ART. 7.

Il est institué dans chaque province, et autant que possible dans chaque arrondissement administratif, un ou plusieurs Conseils régionaux des institutions de prévoyance.

Chaque Conseil se compose de seize membres élus pour six ans, savoir : huit par les mutualités reconnues ayant leur siège dans leur ressort, dans les mêmes conditions que les membres élus du Conseil général des institutions de prévoyance; deux sont désignés par les chefs d'industrie en proportion du nombre de leurs ouvriers assurés, domiciliés dans le ressort du Conseil; deux

de diensten van verzekering tegen ziekte, invaliditeit en ouderdom.

De verkiezing geschiedt, bij provinciale kiescolleges, op de wijze en onder de voorwaarden te bepalen bij koninklijk besluit, in de verhouding van één lid per 300,000 inwoners of fractie van 300,000 inwoners, derwijze dat het geheel getal die verhouding niet te boven gaat voor gansch het land.

Plaatsvervangende leden mogen terzelfder tijd als de werkende leden worden aangewezen en aan de werkzaamheden van den Raad deelnemen met raadgevende stem en zelfs met beraadslagende stem, wanneer het lid, dat ze vervangen, afwezig is.

ART. 6.

De Algemeene Raad heeft de bevoegdheden hem toegekend bij deze wet en bij de koninklijke besluiten, die insgelijks zijne werkwijze bepalen.

De uitgaven betreffende de werking van den Algemeenen Raad komen ten laste van de Regeering.

ART. 7.

In elke provincie en, zooveel mogelijk, in elk bestuurlijk arrondissement worden één of meer Gewestelijke Raden der instellingen van vooruitzicht tot stand gebracht.

Elke Raad is samengesteld uit zestien leden, voor zes jaar verkozen, te weten : achtaangewezen door de erkende onderlinge maatschappijen hebbende haren zetel binnen het gebied, op dezelfde wijze als de gekozen leden van den Algemeenen Raad der instellingen van vooruitzicht; twee aangewezen door de nijverheidshoofden, in verhouding van 't getal hunner verzekerde werklieden,

par le Gouvernement; deux par la Députation permanente du Conseil provincial.

Des suppléants peuvent être élus en même temps que les membres effectifs et participer avec voix consultative aux travaux du Conseil, et même avec voix délibérative en l'absence du membre qu'ils suppléent.

ART. 8.

Chaque Conseil tient lieu d'organe de l'assurance pour tous les salariés domiciliés dans sa circonscription et qui ne font pas partie d'une société agréée. Un arrêté royal fixera le mode de fonctionnement des Conseils qui pourront aussi être chargés par le Gouvernement d'autres missions relatives à l'hygiène et à la prévoyance sociales. Il pourra s'entendre avec les mutualités de son ressort pour organiser les services médicaux, pharmaceutiques et de sanatorium.

ART. 9.

Les dépenses des Conseils sont couvertes :

1° En ce qui concerne le service de l'assurance des ouvriers non mutualistes, par prélèvement sur les contributions ouvrières, patronales et des pouvoirs publics afférentes à ce service;

2° En ce qui concerne le service médical et pharmaceutique des membres

gehuisvest binnen het gebied van den Raad; twee aangewezen door de Regearing en twee door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

Plaatsvervangers mogen terzelfder tijd als de werkende leden worden benoemd en aan de werkzaamheden van den Raad deelnemen met raadgevende stem en zelfs met beraadslagende stem, wanneer het lid, dat ze vervangen, afwezig is.

ART. 8.

Elke Raad treedt op als verzekeraar voor al de loontrekkenden gehuisvest binnen zijn gebied en niet deel uitmakende van eene toegelaten maatschappij. Een koninklijk besluit bepaalt de werkwijze van de Raden. Deze kunnen ook door de Regearing worden belast met andere opdrachten betreffende de volksgezondheid en het sociaal vooruitzicht. Hij kan zich verstaan met de onderlinge maatschappijen van zijn gebied met het oog op de inrichting der genees- en artseneijkundige diensten alsmede der diensten voor de herstellingsoorden.

ART. 9.

De uitgaven der Raden worden gedekt :

1° Wat betreft den dienst van verzekering der werklieden, niet aangesloten bij eene onderlinge maatschappij, door voorafschtingen op de bijdragen der werklieden, der patroons en der openbare besturen, aan bedoelden dienst toekomende;

2° Wat betreft den genees- en artse- nijkundigen dienst der leden van de

des mutualités ayant eu recours à cette fin au Conseil régional, par les cotisations patronales;

3° En ce qui concerne leurs autres attributions, moitié par l'État et moitié par la province.

Les Conseils régionaux, en tant qu'organes de l'assurance, constitueront une individualité juridique séparée qui jouira de tous les droits des sociétés mutualistes reconnues. Ils accorderont à leurs affiliés les mêmes avantages, éventuellement réduits toutefois en proportion de leurs ressources.

Ils pourront notamment recevoir des subsides des pouvoirs publics et des administrations charitables.

ART. 10.

Les Conseils régionaux peuvent mettre en subsistance ou en surveillance auprès des mutualités de leur ressort les assurés qui leur sont affiliés, en tenant compte des préférences tant de l'assuré que des diverses associations.

ART. 11.

Les provinces, les communes et les établissements charitables communiquent aux Conseils régionaux, au Conseil général de la prévoyance et au Gouvernement les règles d'attribution des subsides qu'ils accordent pour le service de l'assurance.

Ces règlements ne peuvent comprendre des dispositions dont l'effet serait d'entraver les résultats de la présente

onderlinge maatschappijen die zich met dat doel hebben gewend tot den Gewestelijken Raad, door de bijdragen der patroons;

3° Wat betreft hunne overige bevoegdheden, de helft door den Staat en de helft door de provincie.

De Gewestelijke Raden zijn, als instelling van verzekering, een afzonderlijke rechtspersoon, genietende al de rechten van de erkende onderlinge maatschappijen. Zij verleenen aan hare aangeslotenen dezelfde voordeelen, bij voorkomend geval echter verminderd in verhouding tot hare middelen.

Zij kunnen, in 't bijzonder, toelagen ontvangen van de Staatsmachten en van de besturen van weldadigheid.

ART. 10.

De Gewestelijke Raden kunnen, bij de onderlinge maatschappijen van hun gebied, de bij haar aangesloten verzekerden besteden of onder toezicht plaatsen, daarbij rekening houdende van de voorkeur, zoowel van den verzekerde als van de verschillende vereenigingen.

ART. 11.

De provinciën, de gemeenten en de instellingen van weldadigheid deelen aan de Gewestelijke Raden, aan den Algemeenen Raad van vooruitzicht en aan de Regeering de voorwaarden mede, opgelegd tot toekenning van de toelagen door haar verleend voor den dienst der verzekering.

Deze verordeningen mogen geene bepalingen bevatten die tot gevolg zouden hebben de uitslagen van deze wet

loi et des arrêtés pris pour son exécution, notamment en subordonnant l'octroi de ces subsides à des conditions restreignant la liberté d'opinion politique ou religieuse des sociétés ou l'âge d'admissibilité des membres.

Les subsides ne pourront être proportionnés aux dépenses; ils devront ou bien consister dans l'attribution de sommes fixes ou bien être proportionnés aux cotisations obligatoires ou volontaires des assurés.

Dans la répartition de ces subsides, les mutualités ne pourront être traitées moins favorablement que les Conseils régionaux des institutions de prévoyance.

Sanatoria.

ART. 12.

Un crédit de 5 millions de francs est transcrit au Budget extraordinaire de l'exercice 1912 et sera mis à la disposition du Gouvernement pour contribuer à la création de sanatoria pour les assurés atteints de maladies contagieuses et spécialement de la tuberculose.

Une allocation annuelle sera fixée par le Budget ordinaire du Ministère de l'Industrie et du Travail pour la participation de l'État dans les frais de traitement des assurés dans les sanatoria.

Les indemnités de maladie ou d'invalidité prévues par la présente loi pourront être retirées aux malades qui refuseraient, sans motifs valables, de se laisser traiter dans les sanatoria.

en van de besluiten, voor hare uitvoering genomen, te belemmeren, inzonderheid door het toekennen van die toelagen afhankelijk te maken van vereischten waardoor de vrijheid van politieke of godsdienstige overtuiging aan banden wordt gelegd of de leeftijd voor het aannemen als lid wordt beperkt.

De toelagen mogen niet geëvenredigd zijn aan de uitgaven; zij moeten bestaan, of wel in de toekenning van vaste sommen, of wel geëvenredigd zijn aan de verplichte of vrijwillige bijdragen der verzekerden.

Bij de verdeeling van die toelagen, mogen de onderlinge maatschappijen niet min gunstig worden behandeld dan de Gewestelijke Raden der instellingen van vooruitzicht.

Herstellingsoorden.

ART. 12.

Een krediet van vijf millioen frank wordt op de Buitengewone Begrooting voor het dienstjaar 1912 gebracht en ter beschikking van de Regeering gesteld tot oprichting van herstellingsoorden voor de verzekerden die lijden aan besmettelijke ziekten, inzonderheid aan de toring.

Eene jaarlijksche toelage wordt op de gewone Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid uitgetrokken voor de bijdrage van den Staat tot de kosten van behandeling der verzekerden in de sanatoria.

De vergoedingen voor ziekte of invaliditeit, bij deze wet voorzien, kunnen worden onttrokken aan de zieken die, zonder gegronde reden, zouden weigeren om zich te laten verzorgen in de sanatoria.

Placement des fonds.

ART. 13.

Les mutualités et leurs caisses fédérales pourront, outre ce qui est prévu par la loi du 23 juin 1894, placer leur actif ou réserve :

1° En actions entièrement libérées des sociétés d'habitations ouvrières agréées par la Caisse générale d'épargne sous la garantie de l'État;

2° En obligations de sociétés belges qui depuis cinq ans consécutifs au moins ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires;

3° En premières hypothèques sur tous immeubles, à concurrence de vingt fois le revenu cadastral servant de base à l'impôt foncier;

4° En hôpitaux, sanatoria, maisons de retraite et autres locaux nécessaires au but social. Toutefois, la valeur de ces derniers placements ne pourra excéder un quart de l'actif, sauf les exceptions accordées par le Conseil général des institutions de prévoyance.

TITRE II.

Assurance contre la maladie.

ART. 14.

Seront agréées pour le service de l'assurance contre la maladie prévu par la présente loi, les sociétés mutualistes reconnues par le Gouvernement et rem-

Belegging der fondsen.

ART. 13.

De onderlinge maatschappijen en hare bondskassen mogen, behalve hetgeen is voorzien bij de wet van 23 Juni 1894, haar bezit of reservefonds beleggen :

1° In volgestorte aandeelen der maatschappijen voor het bouwen van werkmanswoningen, toegelaten door de Algemeene Spaarkas onder waarborg van den Staat;

2° In obligatiën van Belgische vennootschappen die, sedert ten minste vijf achtereenvolgende jaren, al hare verbintenissen hebben nageleefd door middel van hare gewone inkomsten;

3° In eerst ingeschreven hypotheeken op welke onroerende goederen ook, tot een bedrag van twintigmaal de kadastrale waarde dienende tot grondslag aan de grondbelasting;

4° In hospitalen, sanatoria, rustoorden en verdere lokalen noodig tot het sociaal doel. Echter mag de waarde van laatstgenoemde plaatsingen een vierde van het vermogen niet te boven gaan, behalve de uitzonderingen waarin de Algemeene Raad der instellingen van vooruitzicht toestemt.

TITEL II.

Verzekering tegen ziekte.

ART. 14.

Voor den dienst van verzekering tegen ziekte, bij deze wet voorzien, worden toegelaten de door de Regeering erkende onderlinge maatschappijen die,

plissant par disposition statutaire les conditions suivantes :

1° Assurer à leurs membres le service médical et pharmaceutique ou justifier que ces membres jouissent d'une autre manière de ce service ;

2° Assurer à leurs membres une indemnité d'au moins un franc par jour de maladie à partir du quatrième jour au plus tôt et du dixième jour au plus tard, et ce pendant trois mois, sauf les exceptions prévues par la présente loi, et assurer en outre aux femmes en couches une indemnité de 30 francs ;

3° Pourvoir au contrôle des malades par des administrateurs ou visiteurs élus librement et pour huit ans au maximum par l'assemblée générale et au scrutin secret, parmi les membres effectifs, et de manière que ces contrôleurs soient parfaitement indépendants des malades dont ils auront à apprécier l'admissibilité au bénéfice de l'assurance ;

4° Déposer, de la manière déterminée par le Conseil général des institutions de prévoyance, une somme de trois francs par membre effectif ou de valeurs admises par ledit Conseil à concurrence de la même somme, en garantie de l'exécution de leurs engagements, sauf les exemptions temporaires qui pourront être accordées par le Gouvernement, de l'avis conforme du même Conseil général et le Conseil régional des institutions de prévoyance entendu, aux sociétés qui offriront d'autres garanties personnelles ou immobilières ;

5° Être affiliées à une caisse fédérale reconnue d'assurance contre l'invalidité ;

overeenkomstig de statuten, aan de volgende vereischten voldoen :

1° Aan hare leden den genees- en artsenijkundigen dienst waarborgen of bewijzen dat die leden bedoelden dienst op eene andere wijze genieten ;

2° Aan hare leden eene vergoeding van ten minste één frank verzekeren, per dag ziekte, te rekenen ten vroegste van den vierden dag en uiterlijk van den tienden dag, dit gedurende drie maanden, behalve de uitzonderingen, bij deze wet voorzien, en bovendien verzekeren aan de kraamvrouwen eene vergoeding van 30 frank ;

3° Voorzien in het toezicht op de zieken door beheerders of bezoekers, vrijelijk en voor ten hoogste acht jaar, door de algemeene vergadering en bij geheime stemming, verkozen onder de werkende leden, en op zulke wijze dat die toezichthouders volkomen onafhankelijk zijn van de zieken, naar wier toestand zij moeten oordeelen of dezen kunnen worden toegelaten tot de voordeelen der verzekering ;

4° Storten, op de wijze bepaald door den Algemeenen Raad der instellingen van vooruitzicht, eene som van drie frank per werkend lid of waarden, door genoemden Raad aangenomen, tot een bedrag derzelfde som, als waarborg voor de uitvoering harer verbintenissen, behalve de tijdelijke uitzonderingen, die, naar eensluidend advies van denzelfden Algemeenen Raad en den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht gehoord, kunnen toegestaan worden aan de maatschappijen welke andere persoonlijke of onroerende waarborgen aanbieden ;

5° Zijn aangesloten bij eene erkende bondskas van verzekering tegen invaliditeit.

6° Prêter son concours au Conseil régional des institutions de prévoyance pour la prise en subsistance ou en surveillance des assurés domiciliés dans la circonscription de la société ;

7° N'exclure aucun membre effectif ayant terminé un stage de six mois au maximum, pour le motif que ce membre aurait cessé de remplir les conditions religieuses, politiques, professionnelles ou hygiéniques requises pour son admission ;

8° Résoudre les conflits relatifs à l'assurance par une juridiction arbitrale composée, soit par le Conseil régional des institutions de prévoyance, soit conformément aux statuts de la Caisse fédérale à laquelle la société est affiliée, soit de trois arbitres choisis, savoir, un par chacune des deux parties en cause et le troisième par les deux premiers, ou, à défaut d'accord, par le juge de paix et parmi les administrateurs de mutualités étrangers au conflit.

Pour le surplus, il n'est en rien dérogé aux dispositions de la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés de secours mutuels.

ART. 15.

L'agrération sera accordée par le Gouvernement, les Conseils régionaux et le Conseil général des institutions de prévoyance entendus en leurs avis.

Elle ne pourra être retirée qu'en cas d'infraction aux conditions ci-dessus et de l'avis conforme, soit du Conseil régional du siège social, soit du Conseil général.

6° Hare medehulp verleenen aan den Gewestelijken Raad der instellingen van voorzorg voor het besteden of onder toezicht plaatsen van de verzekerden gehuisvest binnen het gebied der maatschappij ;

7° Niet één werkend lid, hebbende eene stagetijd van ten hoogste zes maanden geëindigd, uitsluiten omdat dit lid zou hebben opgehouden te voldoen aan de vereischten wat betreft godsdienst, politiek, beroep of gezondheid, tot zijne aanneming gesteld ;

8° De geschillen betreffende verzekering oplossen door een scheidsgerecht, samengesteld hetzij door den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht, hetzij overeenkomstig de statuten der Bondskas waarbij de maatschappij is aangesloten, hetzij uit drie scheidsrechters verkozen, te weten : één door elk van beide betrokken partijen en de derde door de twee eersten, of, zijn zij het niet eens, door den vrederechter en onder de beheerders van mutualiteiten die vreemd aan 't geschil zijn.

Voor 't overige wordt niet afgeweken van de bepalingen der wet van 23 Juni 1894 op de maatschappijen van onderlingen bijstand.

ART. 15.

De toelating wordt door de Regearing verleend, gehoord de Gewestelijke Raden en den Algemeenen Raad der instellingen van vooruitzicht.

Zij mag niet worden ingetrokken, tenzij ingeval van overtreding van bovenstaande vereischten en naar eensluitend advies hetzij van den Gewestelijken Raad binnen welks gebied de maatschappij haren zetel heeft, hetzij van den Algemeenen Raad.

ART. 16.

Les sociétés agréées remettront, au plus tard le premier dimanche de chaque trimestre, à chacun de leurs membres, une carte qui leur sera délivrée par le Gouvernement à l'intervention de la Caisse fédérale à laquelle elles sont affiliées. Les fédérations et sociétés assument la responsabilité du service de l'assurance pendant ce trimestre vis-à-vis des membres auxquels les cartes sont remises. Sur leur demande, les sociétés pourront obtenir des cartes semestrielles ou annuelles. Chaque membre gardera un talon qui lui servira de titre vis-à-vis de la société.

Sur la présentation de cette carte, munie de la constatation des versements obligatoires ouvriers, le chef d'industrie chez lequel travaille l'assuré ne peut prélever aucune retenue sur le salaire de celui-ci en vue de sa participation à l'assurance. Il y apposera les timbres constatant les versements patronaux obligatoires.

Les cartes seront, à l'expiration de leur validité, transmises par la mutualité agréée pour leurs membres au Conseil régional des institutions de prévoyance du domicile de l'assuré.

A défaut de présentation de cette carte, le chef d'industrie est tenu de prélever sur les salaires, dans les délais et conditions à fixer par arrêté royal, les contributions obligatoires des ouvriers non mutualistes, et de les transmettre au Conseil régional des institutions de prévoyance du domicile de l'ouvrier, avec sa propre contribution.

ART. 16.

De toegelaten maatschappijen stellen, uiterlijk op den eersten Zondag van elk trimester, aan ieder harer leden eene kaart ter hand, van regeeringswege afgegeven door bemiddeling van de Bondskas waarbij ze zijn aangesloten. De bonden en maatschappijen zijn aansprakelijk voor den dienst van verzekering, gedurende dat trimester, ten aanzien van de leden aan wie de kaarten zijn afgegeven. Op haar verzoek, kunnen de maatschappijen zesmaandelijksche of jaarlijksche kaarten bekomen. Ieder lid bewaart een talon, dienende als bewijs tegenover de maatschappij.

Op vertoon van deze kaart, vaststellende de verplichte stortingen, door de werklieden gedaan, mag het nijverheidshoofd bij wien de verzekerde werkt, geene korting doen op het loon van dezen met het oog op zijne deelneming aan de verzekering. Hij plakt er de zegels op, vaststellende de verplichte stortingen, door den patroon gedaan.

De kaarten worden, wanneer ze ophouden geldig te zijn, door de toegelaten maatschappij namens hare leden gezonden aan den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht binnen welks gebied de verzekerde is gehuisvest.

Wordt die kaart niet vertoond, dan moet het nijverheidshoofd, binnen de termijnen en op de wijze bepaald bij koninklijk besluit, van het loon afhouden de bijdragen waartoe zijn verplicht de werklieden niet behoorende tot eene onderlinge maatschappij en die, met zijne eigen bijdrage, doen toekomen aan den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht binnen welks gebied de werkman is gehuisvest.

Le chef d'industrie en défaut de remplir ses obligations sera tenu de payer personnellement à l'organisme assureur le double des cotisations dues et non versées, soit par lui-même, soit par ses ouvriers. Le juge de paix statuera à cet égard, sans frais, sur la réquisition du Conseil régional ou de la mutualité, ou fédération intéressée, dans les formes qui seront déterminées par arrêté royal.

ART. 17.

Lorsqu'une association mutualiste agréée ne satisfait pas à ses obligations envers un membre, celui-ci s'adresse au Conseil régional qui veille à ce que l'arbitrage statutaire intervienne et, éventuellement, à ce que l'indemnité due soit payée à l'ayant droit à charge de la garantie fournie par la société, sauf recours au Gouvernement dans les formes et conditions déterminées par arrêté royal.

ART. 18.

La cotisation obligatoire des ouvriers pour le service de l'assurance-maladie est de 6 francs par an au moins.

Elle pourra être réduite, sur leur demande, à 3 francs : 1° pour les femmes; 2° pour les ouvriers âgés de moins de 20 ans ou nés avant le 1^{er} janvier 1856, et 3° pour tous autres ouvriers qui justifieront ne gagner qu'un salaire inférieur à 15 francs par semaine.

Dans ces cas, le minimum de l'indemnité journalière est réduite à 50 centimes par jour.

Komt het nijverheidshoofd zijne verplichtingen niet na, dan is hij persoonlijk gehouden aan de instelling die verzekert, te betalen het dubbel van de door hem zelf of door zijne werklieden verschuldigde en niet gestorte bijdragen. De vrederechter doet uitspraak in deze, zonder kosten, op eisch van den Gewestelijken Raad of van de betrokken onderlinge maatschappij of van den betrokken bond, in den vorm te bepalen bij koninklijk besluit.

ART. 17.

Wanneer eene toegelaten onderlinge vereeniging hare verplichtingen jegens een lid niet naleeft, kan dit lid zich wenden tot den Gewestelijken Raad; deze zorgt er voor, dat, overeenkomstig de statuten, de scheidsrechterlijke uitspraak plaats hebbe en, bij voorkomend geval, dat de verschuldigde vergoeding aan den rechthebbende worde betaald op den waarborg, door de maatschappij gestort, behoudens beroep bij de Regeering in den vorm en op de wijze als bij koninklijk besluit is bepaald.

ART. 18.

De bijdrage, waartoe de werklieden zijn verplicht voor den dienst van de verzekering tegen ziekte, is van ten minste 6 frank per jaar.

Zij kan, op hun verzoek, worden verminderd tot 3 frank : 1° voor de vrouwen; 2° voor de werklieden beneden den leeftijd van 20 jaren of geboren vóór 1 Januari 1856, en 3° voor alle andere werklieden die zouden bewijzen dat zij een loon van minder dan 15 frank per week verdienen.

In die gevallen, wordt het minimum van de dagelijksche vergoeding verminderd tot 50 centiemen per dag.

Sont dispensés, sur leur demande, de toute cotisation :

1° Les ouvriers âgés de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans ;

2° Les domestiques logés et nourris chez le chef d'entreprise ;

3° Les ouvriers pensionnés en vertu de la loi du 5 juin 1911 sur les pensions des ouvriers mineurs ;

4° Les ouvriers qui, âgés de plus de 20 ans, justifieront ne gagner qu'un salaire inférieur à 12 francs par semaine.

Les dispensés n'ont droit qu'au service médical et pharmaceutique et au traitement dans les sanatoria, dans les limites des ressources des Conseils régionaux.

Les demandes de réduction ou de dispense sont adressées, par l'intermédiaire et avec l'avis de la mutualité dont l'ouvrier fait partie, ou s'il ne fait pas partie d'une mutualité, de l'administration communale, au Conseil régional des institutions de prévoyance.

ART. 19.

La cotisation obligatoire des chefs d'industrie pour le service de l'assurance-maladie est de 3 francs par an et par ouvrier, y compris ceux qui sont dispensés du paiement de toute cotisation et sans distinction d'âge, de sexe ni de salaire.

Cette cotisation est confiée au Conseil régional des institutions de prévoyance du domicile de chaque ouvrier.

Elle est employée, conformément aux statuts de l'assurance gérée par ce

Worden, op hun verzoek, vrijgesteld van elke bijdrage :

1° De werklieden beneden den leeftijd van 15 jaren of boven den leeftijd van 65 jaren ;

2° De dienstboden inwonende en gevoed bij het hoofd van onderneming ;

3° De werklieden, op pensioen gesteld ingevolge de wet van 5 Juni 1911 op de pensioenen der mijnwerkers ;

4° De werklieden die, meer dan 20 jaren oud zijnde, bewijzen dat zij een loon van minder dan 12 frank per week verdienen.

De vrijgestelden hebben enkel recht op den genees- en artseneijkundigen dienst, alsmede op behandeling in de sanatoria, dit binnen de grenzen van de middelen der Gewestelijke Raden.

De aanvragen tot vermindering of tot vrijstelling worden, door tusschenkomst en met advies van de onderlinge maatschappij waartoe de werkmán behoort, of, indien hij niet deel uitmaakt van eene onderlinge maatschappij, van het gemeentebestuur, gericht tot den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht.

ART. 19.

De bijdrage, waartoe de nijverheids-hoofden zijn verplicht, voor den dienst van verzekering tegen ziekte, is van 3 frank per jaar en per werkmán, daaronder begrepen degenen die zijn vrijgesteld van de betaling van elke bijdrage en zonder onderscheid van leeftijd, van geslacht of van loon.

Deze bijdrage wordt toevertrouwd aan den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht binnen welks gebied de werkmán is gehuisvest.

Zij wordt, overeenkomstig de statuten van de verzekering, welke is be-

Conseil, pour les ouvriers qui ne font pas partie d'une mutualité agréée.

En ce qui concerne les ouvriers mutualités, la cotisation patronale est employée en premier lieu aux services médicaux, pharmaceutiques et de sanatorium assumés par le Conseil régional d'accord avec les mutualités de son ressort ou à leur place; subsidiairement, elle est attribuée aux mutualités dont font partie les ouvriers en question. Pour avoir droit à cette répartition, les mutualistes fournissent au Conseil régional les comptes et justifications qu'il jugera nécessaires.

ART. 20.

La subvention de l'État en faveur de l'assurance-maladie est de trois francs par an et par assuré, y compris les dispensés.

Elle est confiée aux Conseils régionaux des institutions de prévoyance et gérée par eux de la même manière que la cotisation patronale.

Un subside complémentaire de 1 à 3 francs pourra être accordé, d'après les règles à déterminer par arrêté royal, pour le service médical des assurés domiciliés à grande distance de la résidence d'un médecin.

ART. 21.

A la demande des sociétés agréées, la fédération qui les groupe peut être substituée vis-à-vis d'elles au Conseil régional, en ce qui concerne le service

heerd door dien Raad, gebruikt voor de werklieden die niet deel uitmaken van eene toegelaten onderlinge maatschappij.

Wat betreft de werklieden die deel uitmaken van eene onderlinge maatschappij, wordt de bijdrage der patroons in de eerste plaats gebruikt voor de genees- en artsenijkundige diensten, alsmede voor de diensten der sanatoria die de Gewestelijke Raad, in gemeen overleg met de mutualiteiten van zijn gebied of in hunne plaats, op zich heeft genomen; gebeurt dat niet, dan wordt zij toegekend aan de mutualiteiten waartoe bedoelde werklieden behooren. Om op deze verdeeling recht te hebben, moeten de mutualiteiten bij den Gewestelijken Raad indienen de rekeningen en bewijzen die hij noodig acht.

ART. 20.

De bijdrage van den Staat ten voordeele van verzekering tegen ziekte is 3 frank per jaar en per verzekerde, daaronder begrepen de vrijgestelden.

Zij wordt toevertrouwd aan de Gewestelijke Raden der instellingen van vooruitzicht en door deze Raden op dezelfde wijze beheerd als de bijdrage der patroons.

Eene aanvullende bijlage van 1 tot 3 frank kan, volgens de bij koninklijk besluit te bepalen regelen, worden verleend voor den geneeskundigen dienst der verzekerden die op verren afstand van het verblijf van een geneesheer wonen.

ART. 21.

Op verzoek van de toegelaten maatschappijen, kan de Bond, die ze vereenigt, te haren aanzien in de plaats treden van den Gewestelijken Raad, wat

médical, pharmaceutique et de sanatorium. Un arrêté royal déterminera les conditions requises pour permettre aux fédérations de remplir ce rôle et de recevoir les cotisations patronales et les subsides des pouvoirs publics.

TITRE III.

Assurance contre l'invalidité.

ART. 22.

Seront agréées pour le service de l'assurance contre l'invalidité prévu par la présente loi, les caisses fédérales reconnues par le Gouvernement, remplissant par disposition statutaire les conditions reprises aux numéros 1, 3, 4, 6 et 7 de l'article 14, titre II, et, en outre, assurant aux membres invalides des sociétés fédérées une indemnité d'au moins 1 franc par jour à partir de la cessation des indemnités allouées par ces sociétés et ce jusqu'à la guérison ou jusqu'à l'âge de 65 ans en cas d'invalidité permanente; réglant les conflits relatifs à l'assurance par une juridiction arbitrale composée, soit par le Conseil général des institutions de prévoyance, soit, conformément aux statuts de la Caisse fédérale, de manière que le tiers arbitre ne fasse pas partie de la Commission administrative qui serait en cause.

L'agrément sera accordée ou retirée comme pour les sociétés primaires.

ART. 23.

La cotisation obligatoire des ouvriers pour le service de l'assurance-invalidité est de 6 francs par an.

betreft den genees- en artsenijkundigen dienst en dien der sanatoria. Een koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden vereischt om aan de bonden toe te laten die zending te vervullen en de bijdragen der patroons alsmede de toelagen der openbare besturen te ontvangen.

TITEL III.

Verzekering tegen invaliditeit.

ART. 22.

Worden toegelaten tot den dienst van verzekering tegen invaliditeit, bij deze wet voorzien, de door de Regeering erkende bondskassen die, bij bepaling in hare statuten, voldoen aan de vereischten gesteld in nummers 1, 3, 4, 6 en 7 van artikel 14, titel II, en die bovendien aan de invalide leden der verbonden maatschappijen waarborgen eene vergoeding van ten minste 1 frank per dag, te rekenen van het ophouden der vergoedingen, door die maatschappijen toegekend en dat tot aan de genezing toe of tot den leeftijd van 65 jaren ingeval van bestendige invaliditeit; die de geschillen betreffende de verzekering regelen door een scheidsgerecht, samengesteld hetzij door den Algemeenen Raad der instellingen van voorintzicht, hetzij, overeenkomstig de statuten der Bondskas, op zulke wijze dat de derde scheidsrechter niet deel uitmake van het in de zaak betrokken Bestuur.

De toelating wordt verleend of ingetrokken zooals voor de primaire maatschappijen.

ART. 23.

De bijdrage, waartoe de werklieden zijn verplicht voor den dienst van verzekering tegen invaliditeit, is 6 frank per jaar.

Elle pourra être réduite, sur leur demande, à 3 francs, pour les mêmes catégories que dans l'assurance-maladie.

Dans ces cas, le minimum de l'indemnité journalière peut être porté aussi à 50 centimes par jour.

Sont dispensés, de même, de toute cotisation, les catégories de travailleurs qui peuvent être dispensés du paiement de la cotisation de l'assurance-maladie, et avec les mêmes conséquences.

Les demandes de réduction ou de dispense sont traitées de même que pour l'assurance-maladie.

ART. 24.

La cotisation obligatoire des chefs d'industrie pour le service de l'assurance-invalidité sera de 3 francs dans la même étendue que pour l'assurance-maladie.

Toutefois, elle ne sera exigible que lorsque les charges imposées aux chefs d'industrie en vue des mesures transitoires déterminées ci-après pour l'assurance contre la vieillesse permettront de distraire le montant de la cotisation d'invalidité des versements patronaux temporairement obligatoires en vue des pensions ouvrières.

Un arrêté royal pris de l'avis conforme du Conseil supérieur des institutions de prévoyance déterminera la date de ce transfert.

Les règles fixées pour le paiement et l'emploi de la cotisation patronale dans l'assurance-maladie seront applicables à l'assurance-invalidité, sauf que les caisses fédérales prennent la place des mutualités primaires.

Zij kan, op hun verzoek, worden verminderd tot 3 frank voor dezelfde soorten als die vermeld bij de verzekering tegen ziekte.

In dat geval kan het minimum van de dagelijksche vergoeding insgelijks worden gebracht op 50 centiemen per dag.

Zijn eveneens vrijgesteld van elke bijdrage de soorten werklieden die kunnen worden vrijgesteld van de betaling der bijdrage voor verzekering tegen ziekte, en dat met dezelfde gevolgen.

De aanvragen tot vermindering of tot vrijstelling worden op dezelfde wijze behandeld als die bij de verzekering tegen ziekte.

ART. 24.

De bijdrage, waartoe de nijverheids-hoofden zijn verplicht voor den dienst van verzekering tegen invaliditeit, is 3 frank en dat in denzelfden omvang als voor de verzekering tegen ziekte.

Zij is echter eerst invorderbaar, wanneer de lasten, aan de hoofden van nijverheid opgelegd met het oog op de overgangsmaatregelen, hierna bepaald voor de verzekering tegen ouderdom, zullen toelaten het bedrag van de bijdrage voor invaliditeit af te houden van de stortingen waartoe de patroons tijdelijk zijn verplicht met het oog op het pensioen der werklieden.

Een koninklijk besluit, genomen naar eensluidend advies van den Algemeenen Raad der instellingen van vooruitzicht, zal den datum bepalen waarop die overdracht moet geschieden.

De regelen, bepaald voor de betaling en het gebruik van de bijdrage der patroons in de verzekering tegen ziekte, zijn van toepassing op de verzekering tegen invaliditeit, behalve dat de Bondskassen in de plaats van de primaire onderlinge maatschappijen komen.

Les articles 16 et 17 sont applicables de même à l'assurance-invalidité.

ART. 25.

La subvention de l'État en faveur de l'assurance-invalidité est de 4 francs par an et par assuré y compris les dispensés.

Elle est remise aux Conseils régionaux ou aux caisses fédérales, moyennant les conditions à déterminer par arrêté royal.

TITRE IV.

Assurance contre la vieillesse.

ART. 26.

Les associations mutualistes reconnues qui servent d'intermédiaires pour l'affiliation de leurs membres à la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'État en justifieront sur la carte qui doit être présentée trimestriellement par chaque membre au chef d'industrie.

A défaut de présentation de la carte, ou à défaut de cette justification, le chef d'industrie est tenu de prélever et de transmettre les versements obligatoires des ouvriers en vue de leur retraite, de la même manière et sous la même responsabilité que pour les assurances contre la maladie et l'invalidité.

ART. 27.

La cotisation obligatoire des ouvriers pour la retraite est de 6 francs par an : elle est transmise à la Caisse générale

De artikelen 16 en 17 zijn eveneens van toepassing op de verzekering tegen invaliditeit.

ART. 25.

De toelage van den Staat ten voordeele van verzekering tegen invaliditeit is 4 frank per jaar en per verzekerde, daaronder begrepen de vrijgestelden.

Zij wordt, op de bij koninklijk besluit te bepalen voorwaarden, afgegeven aan de Gewestelijke Raden of aan de Bondskassen.

TITEL IV.

Verzekering tegen ouderdom.

ART. 26.

De erkende vereenigingen van onderlingen bijstand, door welker tussekomst de aansluiting van hare leden bij de Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat geschiedt, moeten het bewijs van deze verrichting geven op de kaart die, om de drie maanden, door elk lid moet worden vertoond aan het nijverheidshoofd.

Wordt de kaart niet vertoond of dat bewijs niet ingebracht, dan moet het nijverheidshoofd de stortingen, waartoe de werklieden zijn verplicht met het oog op hun pensioen, afhouden en overmaken op dezelfde wijze en onder dezelfde aansprakelijkheid als voor de verzekering tegen ziekte en tegen invaliditeit.

ART. 27.

De bijdrage, waartoe de werklieden zijn verplicht voor het pensioen, is 6 frank per jaar : zij wordt aan de

par les bureaux et agences chargés de ce service.

Elle pourra être réduite, sur leur demande, à 3 francs :

1° Pour les femmes;

2° Pour les ouvriers âgés de moins de 15 ans;

3° Pour tous autres ouvriers qui justifieront ne gagner qu'un salaire inférieur à 15 francs par semaine.

Sont dispensés de toute cotisation, les ouvriers âgés de plus de 65 ans, et les ouvriers pensionnés avant cet âge en vertu de la loi du 5 juin 1911 sur les pensions des ouvriers mineurs.

La réduction et la dispense sont accordées par le Conseil régional.

ART. 28.

Les chefs d'entreprise ne sont pas tenus de contribuer à la formation des pensions de leurs ouvriers, sauf ce qui est établi ci-après pour la période transitoire.

ART. 29.

La subvention de l'État en faveur de l'assurance-vieillesse est déterminée conformément aux lois du 10 mai 1900 et du 5 juin 1911.

TITRE V.

Mesures transitoires en faveur des pensions de vieillesse.

ART. 30.

Des subventions seront accordées annuellement par l'État jusqu'en 1935 inclusivement aux fédérations mutua-

Algemeene Kas gezonden door de kantoren en agentschappen die met dezen dienst zijn belast.

Zij kan, op hun verzoek, worden verminderd tot 3 frank :

1° Voor de vrouwen;

2° Voor de werklieden beneden den leeftijd van 15 jaren;

3° Voor alle andere werklieden die bewijzen dat zij een loon van minder dan 15 frank per week verdienen.

De werklieden boven den leeftijd van 65 jaren zijn vrijgesteld van elke bijdrage, alsmede de werklieden die vóór dezen leeftijd op pensioen zijn gesteld ingevolge de wet van 5 Juni 1911 op de pensioenen der mijnwerkers.

De vermindering en de vrijstelling worden toegestaan door den Gewestelijken Raad.

ART. 28.

De hoofden van onderneming zijn niet gehouden bij te dragen in het vestigen van de pensioenen hunner werklieden, behalve wat hierna is bepaald voor het overgangstijdperk.

ART. 29.

De toelage van den Staat ten voordeele van verzekering tegen ouderdom wordt bepaald overeenkomstig de wetten van 10 Mei 1900 en van 5 Juni 1911.

TITEL V.

Overgangsmaatregelen ten voordeele van de ouderdomspensioenen.

ART. 30.

Toelagen worden ieder jaar, tot 1935 inbegrepen, door den Staat verleend aan de onderlinge bonden die eene

listes qui auraient organisé une caisse spéciale temporaire en vue d'accorder des allocations annuelles à leurs membres nés avant 1871.

Ces subventions seront proportionnelles aux cotisations des membres effectifs, bénéficiaires ou non des avantages de ces caisses spéciales : le montant en sera fixé chaque année par la voie budgétaire et leur attribution sera soumise aux conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 31.

Les chefs d'industrie sont tenus de verser annuellement au fonds spécial des dotations pour les pensions de vieillesse et jusqu'en 1935 inclusivement une somme de 6 francs par ouvrier qu'ils occupent.

Dès que la situation du fonds spécial le permettra, une somme de 3 francs sera distraite de cette cotisation et attribuée aux organes de l'assurance-invalidité comme il est dit à l'article 24.

tijdelijke bijzondere kas zouden hebben opgericht met het doel jaarlijksche vergoedingen toe te kennen aan hunne vóór 1871 geboren leden.

Deze tegemoetkomingen zijn geëvenredigd aan de stortingen der werkende leden, hetzij dezen al dan niet de voordeelen van die bijzondere kassen genieten : het bedrag daarvan wordt elk jaar bepaald door de Begrooting en de toekenning onderworpen aan de bij koninklijk besluit te bepalen vereischten.

ART. 31.

De nijverheidshoofden zijn verplicht, ieder jaar, tot 1935 inbegrepen, in het bijzonder fonds der begiftigingen voor de ouderdomspensioenen te storten eene som van 6 frank per werkman, door hen gebezigd.

Zoodra de toestand van het bijzonder fonds het veroorlooft, wordt eene som van 3 frank afgetrokken van die bijdrage en toegekend aan de instellingen voor verzekering tegen invaliditeit, zooals is gezegd in artikel 24.

CHEV. DE GHELINCK D'ELSEGHEM.

EUG. STANDAERT.

PAUL SEGERS.

A. BORBOUX.

EM. BOVAL.

ERN. REYNAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 APRIL 1912.

Wetsvoorstel waarbij de sociale verzekering tegen ziekte, invaliditeit en ouderdom op algemeene wijze wordt geregeld.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Algemeene beschouwingen.

Het doel waarnaar wij streven bij het indienen van dit wetsvoorstel, is de sociale verzekeringen tegen ziekte, invaliditeit en ouderdom op algemeene wijze te regelen. Twee geheel verschillende richtingen hebben, in deze, de verschillende wetgevingen geleid ⁽¹⁾.

Terwijl, in de Vereenigde Staten van Amerika, de arbeidersvereeningen elke bemoeiing van den Staat of van de nijverheids-hoofden beschouwen als eene inbreuk op de waardigheid en op de vrijheid van den werker en denken dat de sociale verzekeringen uitsluitend behooren tot de bevoegdheid der verzekerden, gaat eene andere school van het beginsel uit dat de Staat is verschuldigd aan de werkers, en zonder eenige bijdrage van hunnentwege, kosteloze verzekering tegen de arbeids- en levensgevaaren.

Dat zijn twee uiterste leerstellingen; wij zullen hier niet wijdloopig aantoonen waarom wij ze afkeuren; wij willen enkel aanstippen, dat het stelsel, genaamd sociaal stelsel, op zich zelf en met al de gevolgen ervan al de bezwaren in zich vereenigt, welke aan al de stelsels van Staatsbe-

(1) In dit algemeen gedeelte konden wij gebruik maken van de schoonbladen eener studie, verschijvende in *Le Mouvement social*, te Reims, onder de handteekening van den heer E. Ver Hees.

moeding ten laste worden gelegd. De getroffen werklieden worden daardoor aan den Staat overgeleverd; het schaft alle initiatief, alle vrijheid van vereeniging in zake van verzekering af; het vereischt een lastig officieel bestuur, leidt tot overdrijving, tot veinzerij en werpt eindeloze fiskale vraagpunten op. Indien wij deze beide leerstellingen ter loops aangeven, is het enkel om vast te stellen dat onze sociale wetgeving uitgaat van eene stelling die den juisten middelweg tusschen beide houdt, alzoo rekening houdende met de omgeving en den huidige staat der beschaving.

Wij zijn er verre van af te denken dat, in dit opzicht, niets meer te verrichten is en wij nog slechts de uitslagen hebben af te wachten van eene wet die ternauwernood is ontworpen.

Integendeel, wij zijn van gevoelen, dat het oogenblik is gekomen om een stap vooruit te zetten en in een enkel voorstel te vereenigen al de verbeteringen, welke wij wenschen toe te brengen aan de regeling onzer sociale verzekeringen.

Wij ontveinzen ons niet, dat wij, in dit opzicht, vooringenomen denkbeelden, zoogezegde versteende gedachten zullen te bestrijden hebben, zelfs zoodanig onafscheidbare, denkbeelden, dat men zich niet het eene zonder het andere kan voorstellen.

Zoo komt het, dat er een misverstand bestaat over den zin, de betekenis van het woord « verplichting ». Velen zien daarin een beginsel; anderen eene modaliteit, een uitweg, een laatste toevlucht. Men verbindt dikwijls deze opvatting met het denkbeeld eener voorgedij vanwege de Regeering, den Staat, de bureelen en, terzelfdertijd van de patroons over de belanghebbenden en, tevens, met het gansch verschillend denkbeeld van de verplichte bijdrage der nijveraars. Ondanks hetgeen vroeger schier algemeen geschiedde in de beschaafde landen, — waar de plaatselijke machten een eigen bestuur hadden, zelfs wanneer zij van de Regeeringen toelagen ontvingen, — ziet men, integendeel, dat zeer dikwijls het bewijs van de tusschenkomst der patroons en van den Staat, bij wijze van bijdragen of toelagen in de sociale verzekeringen, onafscheidbaar blijkt van eene rechtstreeksche deelneming, die de maatregelen van waarborg of toezicht ver te boven gaat, aan het bestuur zelf dezer verzekeringen en in de plaats van het geheel of van een gedeelte der belanghebbenden. Dezen worden aldus beroofd van een gedeelte hunner onafhankelijkheid, van hunne vrijheid van vereeniging, ontlast van de meest opleidende verantwoordelijkheid, doch, daarentegen, gebracht in eindeloos geschil met de weldoeners die hunne zaken willen doen in hunne plaats, of die men daartoe wil dwingen.

Het begrip van de verplichting vanwege den Staat, de bureelen en de patroons is een der voornaamste oorzaken van den afkeer voor de verplichting zelve; deze vijandige gezindheid kan verzacht worden en zelfs verdwijnen, mits men zekere voorzorgen en waarborgen neemt, zoo men die verplichting beperkt tot eene bijkomende bemoeiing van den Staat en van de patroons tegenover de niet vooruitzienden. Tal van lieden, die niet aannemen dat men gansch de arbeidersklasse van een land onder curateele stelt, zijn

bereid de onbekwamen en de verkwisters, doch dezen alleen, onder voogdij te plaatsen.

In bijna al de ons omringende landen ontstond, sedert twintig jaren, onder het volk, eene onloochebare strooming ten voordeele van sociale verzekering, en ons land bleef niet ten achter om zich daarmede bezig te houden. Doch in de oogen van menige, nochtans zeer gewaardeerde waarnemers, scheen deze beweging zich bijzonder toe te leggen op het najagen van arbeidspensioenen, dat aanzien werd als de hoofdoorzaak en het ware doelwit der sociale eischen.

Ziedaar een dubbele en noodlottige dwaling: vooreerst, eene theoretische dwaling, vervolgens eene dwaling in de waarneming zelve. In de eerste plaats is het niet waar, dat de ouderdomspensioenen het voornaamste punt zijn op het programma der sociale verzekeringen. In België telt men 450,000 personen van meer dan 65 jaar oud, tegen 7,000,000 welke dezen leeftijd niet hebben bereikt en waaronder het grootste getal dien niet zullen bereiken.

Het is overigens blijkbaar dat de behoeften van de ouderlingen die niet of in 't geheel niet meer arbeiden, kleiner zijn dan die van mannen in den bloei des levens; het is ook evenzoo klaar, dat de ouderlingen, in 't algemeen, geen familielast meer hebben. Wat betreft den werkman, die vrouw en kinderen heeft, 't is te zeggen, de groote meerderheid, voor hem zijn de onmiddellijke risico's: arbeidsstilstand, ziekte, ongevallen, invaliditeit, en het vroeg overlijden dat eene weduwe en weezen zonder middelen van bestaan nalaat. Voorzeker moet men 't dringendste 't eerst afdoen en beginnen met deze veel meer roerende en talrijke ellenden te hulp te komen. Eindelijk, sinds lang lijdt het voor de vakgeleerden geen twijfel meer dat, behalve de verletdagen, die tot de bevoegdheid der Beroepsverenigingen behooren, de verzekering tegen ziekte de grondslag moet zijn voor eene redematige inrichting van de sociale verzekeringen.

Hoe komt het dan, dat men vooreerst en met aandrang de ouderdomspensioenen vóór elke andere verzekering schijnt te eischen? En hoe komt het, dat de meesten vooral wetten hebben gemaakt om aan de werklieden, zoodra mogelijk, de hoogste pensioenen te verleenen?

Men deed deze beweging ten voordeele van de pensioenen doorgaan als eene dwaling van het volksgevoelen en dit is niet volkomen ongegrond.

Maar er bestaat vooral dwaling in de uitlegging van het volksgevoel.

Wat verstaat de werkman door pensioen? Is het eene toelage op een bepaalden leeftijd, dien hij niet denkt te bereiken, waarvan hij niet weet hoever hij verwijderd is en op welken hij, dikwijls, geen steun meer zal behoeven?

Neen! Wat de werkman door pensioenen verstaat, dat is eene hulp op het oogenblik — ware het morgen reeds — dat hij die zal noodig hebben. Dat wil hij en daarin heeft hij gelijk. In 't algemeen verstaat men door pensioen, eene toelage welke op een vasten en bepaalden ouderdom wordt verleend. Van daar het misverstand. Men zoekt daarin te verhelpen door den leeftijd lager te stellen; doch dit stelsel heeft een dubbel bezwaar: eene

groote menigte min of meer welhebbende en gezonde lieden te pensionneeren en, bij elken graad, de onkosten en de begeerten te verdubbelen. Alzoo komt men er toe,— zooals de heer Paul Boncour het terecht zegde —, het pensioen te individualiseeren, dat is, het te verleenen aan degenen die, welke ook hun leeftijd zij, het werkelijk noodig hebben. Dat is het juist wat er dient gedaan te worden, wat werkelijk met het ware volksgevoelen overeenstemt; doch, alzoo ziet men af van het abstract opgevatte pensioen om, daarentegen, de verzekering tegen ziekte en invaliditeit in te voeren.

België nam in deze beweging eene bijzondere plaats in door zijne instelling van het vrije en gesubsidieerde vooruitzicht. Het wist op gelukkige wijze deze beweging te benuttigen om ze te leiden en te doen dienen tot grondslag voor de meer dringende en meer noodzakelijke invoering van de verzekering tegen ziekte en invaliditeit, zoodanig dat, indien het deel had aan de missing en aan dezer noodlottige modaliteiten, wij dezen gelukkigen uitslag bekwamen: dat de mutualiteiten tegen ziekte en de kassen van herverzekering tegen invaliditeit in zeer aanzienlijke verhouding toenamen. Het geldt dus te weten wat er volgens de wet moet worden gedaan om aan deze instellingen hare beste en volledigste uitwerking te verzekeren.

Daarover schrijft een Nederlandsch vakgeleerde, de heer van Rijkevorsel:

« Uit theoretisch oogpunt moge de ouderdomsverzekering kunnen worden beschouwd als een deel der invaliditeitsverzekering, practisch vereischt deze laatste op de eerste plaats een goede contrôle op de invaliden, terwijl de ouderdomsverzekering dergelijke contrôle kan ontberen. Geen betere contrôle dan die der belanghebbenden ter plaatse. De plaatselijke ziekenkas is echter te zwak voor het dragen van dit risico, de federatie van ziekenkassen is daarvoor het meest geschikt, mits zij een klein deel der uitkeering ten laste der ziekenkas laat, om deze bij de haar opgedragen contrôle te interesseeren. »

Omvang van het voorstel.

Zooals wij het reeds zegden: het doel, waarnaar wij streven bij het indienen van dit wetsvoorstel, is de sociale verzekeringen tegen ziekte, invaliditeit en ouderdom op algemeene wijze te regelen, door aan elk dezer drie risico's, die de arbeidende klasse bedreigen, het belang te hechten dat zij wezenlijk bezitten. Zoo komt het, dat, na de ondervinding in België en in den vreemde opgedaan, het vraagstuk van de arbeiderspensioenen, dat thans op het voorplan staat, slechts wordt opgelost voor 't geval dat de verzekering tegen ziekte en invaliditeit voorafgaat.

Bij het opmaken van ons voorstel, hielden wij rekening met de in den

vreemde verworven feiten en met de aanduidingen ons gegeven door de Engelsche en Zwitsersche wetten, de Nederlandsche ontwerpen, de onder-vinding van Duitschland en de Fransche wet van 1905 op den geneeskun-digen onderstand, doch, deze gegevens in overeenstemming brengend met de feitelijke toestanden in België.

De overgangstoestanden in 't leven geroepen door onze fragmentaire wetgeving, namelijk op de ouderdomspensioenen, laat ons voorstel onverlet. Het schaft geene enkele bestaande wet af, die betrekking heeft op gelijk welke sociale verzekeringen, doch zij geeft er meer uitbreiding aan en ont-wikkelt alleszins de bestaande instellingen.

Wij lieten ons dus leiden door de wetgevende werking in ons land en in de naburige landen, en vooral door de ondervinding der vrije mutualiteiten : daarom is het, dat de geneeskundige dienst is voorzien als hoofdvereischte tot de verzekering en als waarborg tegen de bovenmatige lasten voort-spruitende uit de veinzerij, die al te dikwijls door den kliekgeest, die in de werkplaats heerscht, in de hand wordt gewerkt.

Zonder ernstig ingerichten geneeskundigen dienst is er geen stevig gevestigde en onder degelijk toezicht staande sociale verzekering mogelijk; ziedaar ons uitgangspunt en de grondslag van geheel ons stelsel.

Het staat eveneens vast, dat een volledig stelsel van sociale verzekeringen moet worden gemaakt met het doel daaruit voordeel te laten trekken door al degenen die er het grootste belang bij hebben. In dit opzicht hebben, ongelukkiglijk, de werklieden, wien de weldaad eener verzekering op al de graden vooral noodzakelijk is, de voordeelen die zij daar konden uit trek-ken, niet genoegzaam begrepen. Een groot aantal hunner zijn verzekerd tegen ziekte, een al te gering aantal namen hun toevlucht tot herverzekering, evenals tot de pensioenkas.

De uitbreidingsbeweging neemt nochtans toe, doch dikwijls zijn het de ongelukkigsten die weerspannig blijven aan alle gedachte van vooruitzicht. Elders, nochtans, bevindt men dat de landelijke streken der beide Vlaan-deren, der Kempen en der Ardennen, waar de dagloonen gering zijn, eene zeer groote verhouding gaven van aangeslotenen bij de pensioenkas.

Het oogenblik schijnt dus gekomen om nog eene nieuwe poging te eischen en de verplichting van de verzekering aan te nemen voor het grootste deel der arbeiders, niet in den zin welken wij hierboven hebben bestreden, doch met de vrije keus van den verzekeraar.

Ons voorstel richt zich dus tot al de loontrekkenden, werklieden en bedienden van beiderlei kunne, die 2,400 frank 's jaars niet verdienen (artikel 1).

Mits zij voldoen aan zekere vereischten, kunnen de onafhankelijke werk-lieden tot de voordeelen van deze wet worden toegelaten, indien zij 't bewijs inbrengen dat hun loon niet hetzelfde cijfer te boven gaat.

Wij zegden het reeds, hoe wij het woord « verplichting » verstaan. Indien men elken belanghebbende vrijlaat zijn verzekeraar te kiezen, denken wij dat deze modaliteit niet van aard is schrik in te boezemen aan hen die, evenals wij, tot nog toe de volstreckte vrijheid voorstonden.

Ons stelsel bevat eene drievoudige verzekering: eerst de verzekering tegen ziekte, rechtstreeks bewerkstelligd door de primaire of plaatselijke onderlinge maatschappijen (art. 2).

Daarna komt de verzekering tegen invaliditeit die, door bemiddeling van dezelfde maatschappijen, wordt bewerkstelligd door de bondskassen (zoo-gezegd van herverzekering), waarbij ze met dat doel zijn aangesloten (art. 3).

Eindelijk, de verzekering tegen ouderdom wordt, door bemiddeling van de onderlinge maatschappijen of van dezer bonden, bewerkstelligd door de Algemeene Lijffrentekas onder waarborg van den Staat (art. 4).

Men ziet dus dat de vrije mutualiteit de spil is van geheel het stelsel.

Men dient evenwel het geval te voorzien dat personen, onder de toepassing der wet vallende, zich niet kunnen of willen aansluiten bij eene vrije mutualiteit: bij gebrek aan vrije mutualiteiten, brengen wij de Gewestelijke Raden der instellingen van vooruitzicht tot stand (art. 6). Zij hebben eene zeer belangrijke rol te vervullen, want, behalve dat zij voor de niet-mutualisten als verzekeringsinstelling werken, dienen zij als bemiddelaars voor de patroons, tusschen dezen en de mutualiteiten; gedeeltelijk verzekeren zij het toezicht der verplichting; en daarenboven kunnen zij op zich nemen den last van den geneeskundigen dienst in de plaats van de mutualiteiten, na met deze overeengekomen te zijn.

Indien de bevoegdheid der Gewestelijke Raden zoo uitgebreid is, volgt daar niet uit dat zij eene bureelinstelling zijn in den bestuurlijken zin van het woord; ze zijn ook geene Staatsinstelling, met dien verstande dat de Regeering er de bestuurders van benoemt. Tot deze benoemingen werken verschillende instellingen mede, elke in verhouding tot de belangen, die zij te verdedigen heeft. Zoo komt het dat de helft der leden zal gekozen worden door de mutualiteiten van het gebied en dat de andere helft zal worden aangeduid, in gelijke verhouding, door de patroons die binnen het gebied woonachtig zijn, door de geneesheeren en apothekers, door de Regeering en door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad (art. 6, § 2).

Op deze wijze denken wij, door hem zijne afgevaardigden te laten kiezen, aan iedereen het wettig aandeel te geven waarop hij recht heeft in den Raad. Deze bepaling is ook van aard om betreurenswaardige geschillen, bijvoorbeeld tusschen mutualiteiten en geneesheeren, te voorkomen.

Boven de Gewestelijke Raden voorzien wij een Hoogeren Raad der instellingen van vooruitzicht, bestaande uit leden van rechtswege en uit gekozen leden (art. 5).

De leden van rechtswege zijn de leden der Bestendige Commissie voor de onderlinge maatschappijen, waarvan de huidige bevoegdheden alle worden behouden.

De gekozen leden worden aangewezen door de mutualiteiten.

Zoowel voor den Hoogeren Raad als voor den Gewestelijken Raad worden de gekozen leden voor zes jaren aangewezen volgens het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging, zooals dit bestaat voor de verkiezingen der Wetgevende Kamers. Elke mutualiteit, ten minste 50 leden tellende

(men dient een minimum vast te stellen om mutualiteiten van zekere belangrijkheid te hebben), heeft recht op een afgevaardigde voor elk honderdtal leden of fractie boven vijftig leden.

Wanneer het Gewestelijke Raden betreft, kiezen de afgevaardigden van het gebied in volle vrijheid de acht afgevaardigden waarop zij recht hebben.

Waar het den Hoogeren Raad betreft, past het aan elke provincie eene bijzondere vertegenwoordiging te geven in den Raad, en dit naar evenredigheid van het getal harer inwoners. Elke provincie zou recht hebben op een afgevaardigde per 300,000 inwoners of fractie van 200,000; volgens het huidig cijfer der bevolking, zouden er 250 afgevaardigden zijn, zooals blijkt uit onderstaande tabel, getrokken uit de stukken der algemeene volkstelling in 1910.

Antwerpen	968,677 inwoners,	3 afgevaardigden.
Brabant	1,469,677 id.	5 id.
West-Vlaanderen . .	874,135 id.	3 id.
Oost-Vlaanderen . .	1,420,335 id.	4 id.
Henegouw	1,232,867 id.	4 id.
Luik	888,341 id.	3 id.
Limburg	275,694 id.	1 afgevaardigde.
Luxemburg	231,215 id.	1 id.
Namen	362,846 id.	4 id.

Wij voorzien ook dat er plaatsvervangende leden aangewezen worden, die — als 't noodig is — mogen deelnemen aan de stemming, wanneer het lid, dat ze vervangen, afwezig is.

De Hoogere Raad der mutualiteit is bevoegd voor al wat de sociale verzekeringen aanbelangt; hij kan door de Regeering worden geraadpleegd over de wijzigingen, in de bestaande wetten te brengen, of over de kracht der koninklijke besluiten, bij dit voorstel voorzien of, in 't vervolg te nemen.

Doch de hoofdrol der Gewestelijke Raden bestaat hierin, de bemiddelaar te zijn tusschen den verzekeraar en al de loontrekkenden die vallen onder de toepassing van het wetsvoorstel en bij geene mutualiteiten zijn aangesloten. Wij zagen reeds dat de mutualiteit de voornaamste bemiddelaar is van de verzekering die zich tot de drie graden uitstrekt; doch, indien door zorgeloosheid of wantrouwen, om persoonlijke redenen of om welke reden ook, zekere belanghebbenden zich niet bij de mutualiteit aansloten, dan moet de Gewestelijke Raad voor hen den verzekeringsdienst inrichten; hij mag zich ook verstaan met eene toegelaten mutualiteit om degenen, die wij als wederspanning aan de mutualiteit kunnen doen doorgaan, uit te besteden of onder toezicht te plaatsen. In dit geval moet hij altijd rekening houden met de voorkeur, zoowel van den verzekerde als van de verschillende vereenigingen. Voor de helft uit leden van de mutualiteit samengesteld zijnde, zal

hij niet trachten de vrije mutualiteit te verdringen; integendeel zal hij er zich op toeleggen, er al de daartoe geschikte personen binnen te brengen.

Het is blijkbaar dat hij, als bemiddelaar van de verzekering, eene afzonderlijke rechtspersoonlijkheid zal uitmaken, genietende al de rechten van de erkende onderlinge maatschappijen.

Hij zal aan zijne aangeslotenen dezelfde voordeelen verleen en als de mutualiteiten, in de mate waarin de middelen het toelaten. Het is dus zeker dat de werklieden er belang zullen bij hebben, zich vrijelijk te groepeeren in vereenigingen, die zij zelf besturen en waarover zij toezicht uitoefenen.

De Regeering is ook gemachtigd hem te belasten met andere zendingen betreffende de gezondheid en de sociale voorzorg, bijvoorbeeld met het oog op het voorkomen der ziekten.

Wij zagen reeds dat de geneeskundige dienst wordt aangezien als onontbeerlijke grondslag der sociale verzekeringen : in dit opzicht kan de Gewestelijke Raad zich verstaan met de mutualiteiten van zijn gebied om de geneeskundige en arts en ijkundige diensten, alsmede de sanatoria op te richten. Deze maatregel kan zeer nuttig zijn om een ernstig toezicht op de zieke leden te houden en kan kostbare diensten bewijzen niet alleen aan de kleine landelijke mutualiteiten, die soms veel moeite hebben om haren geneeskundigen dienst in te richten, doch ook aan de machtige stedelijke mutualiteiten, die wenschen dezen dienst gemeenschappelijk in te richten. Daar de geneesheeren en de apothekers in de Raden zijn vertegenwoordigd door afgevaardigden hunner keuze, zullen hunne rechtmatige belangen geen gevaar loopen. De man der wetenschap, die lange en kostbare studiën heeft gedaan en een soms pijnlijk leven van toewijding besteedt om het leven en de werkkraft te redden, moet geëerbiedigd en naar verdienste betaald worden.

In de verzekeringswetten moet zijne zending deze zijn van den hygiënist die de ziekten voorkomt.

Artikel 9 duidt de wijze aan waarop de uitgaven van de Gewestelijke Raden worden gedekt, alsmede de geldmiddelen waarover zij beschikken.

Eveneens zijn maatregelen getroffen om zekere misbruiken te beletten, die kunnen ontstaan, inzonderlijk ten nadeele van de vrijheid van denkwijze der maatschappijen; de onlangs in Engeland en in Zwitserland ingevoerde wetten huldigen deze vrijheid en verzekeren ze aan de leden der maatschappijen. De leeftijd, waarop de leden worden toegelaten, kan voor de plaatselijke besturen geen reden zijn om hun de toelagen te weigeren : deze besturen mogen er niet naar streven, het toezicht te verwaarlooz en, hetgeen te vreezen is, zoo men de toelagen berekent naar verhouding van de uitgaven.

Sinds lang vraagt men het oprichten van sanatoria, vooral bestemd om de toringlijders af te zonderen en huisvesting te verleen en.

Een volledig stelsel van sociale verzekeringen kon niet nalaten deze instelling te voorzien. Thans betwijfelt niemand meer de diensten door de

sanatoria bewezen; in dit opzicht heeft de Staat bijzondere plichten te vervullen. Dit is de reden waarom wij in ons programma uitzonderlijke toelagen voorzien voor hunne oprichting en eene jaarlijksche toelage om de kosten van behandeling der verzekerden in de sanatoria te dekken. Engeland ging ons vóór op dezen weg : de Staat gaat 37 millioen en half besteden voor hunne oprichting en een millioen en half per jaar wordt op de ontvangsten der verzekering uitgetrokken voor hun onderhoud.

Klachten werden geuit over de wettelijke beperking, gesteld aan het beleggen van de gelden der mutualiteiten en der bonden : wij achten het nuttig de al te beperkende bepalingen van de wet van 1894 uit te breiden en tevens met overgroote voorzichtigheid te handelen, zooals men kan bemerken bij het lezen van artikel 13.

Verzekering tegen ziekte.

Artikel 14 vermeldt al de voorwaarden die vereischt zijn tot het toelaten van primaire maatschappijen van onderlingen bijstand, welke hare leden tegen ziekte verzekeren.

Aan het hoofd schrijven wij den genees- en artsenijskundigen dienst, omdat wij eene verzekering niet als degelijk opgericht kunnen beseffen, indien zij dezen hoofdzakelijken dienst niet tot grondslag neemt. Ten minste in algemeenen regel, moet de dagelijksche vergoeding 1 frank bedragen en wij voorzien eene vergoeding van 30 frank voor de vrouwen die in 't kraambed liggen. Het toezicht op de zieken moet goed ingericht zijn en, daarenboven, eischen wij, zooals de Engelsche wet, eene borgstelling als waarborg voor de uitvoering der sociale verbintenissen. Wij voorzien, vervolgens, de aansluiting bij eene bondskas van herverzekering en, zoo het mogelijk is, de bijdrage van de primaire maatschappij in de kosten van toezicht van den Algemeenen Raad der instellingen van vooruitzicht. Vervolgens, om het boycotten der leden te verhinderen, verbieden wij het uitsluiten der leden wegens hunne godsdienstige of politieke overtuiging en, eindelijk, voorzien wij afdoende scheidsrechterlijke middelen om rechterlijke betwistingen te voorkomen.

Er dient te worden aangemerkt dat deze voorwaarden, bij de statuten te bepalen, geenszins afwijken van de wet van 1894 op de maatschappijen van onderlingen bijstand.

De volgende artikelen voorzien de wijze van toelating en de regeling van den dienst der ziekteverzekering. Deze dienst is zeer belangrijk, want men moet zich vergewissen dat al de loontrekkenden, die onder de toepassing der wet vallen, werkelijk aangesloten zijn bij eene mutualiteit tegen ziekte; vervolgens moet men hun de vrije keuze van den verzekeraar waarborgen en, opdat deze waarborg echt zij, moet men voldoende voorzorgen nemen opdat het nijverheidshoofd of diens gevolmachtigde niet weten bij welke maatschappij, om 't even welke werkmán of beambte verzekerd is.

Daarna moet men te weten komen welke som elke patroon verplicht is te storten voor de verzekering tegen ziekte en of deze som werkelijk werd gestort.

Van 't oogenblik dat een werkman de vereischte storting heeft gedaan in eene mutualiteit zijner keuze en dat zulks behoorlijk werd vastgesteld, mag de patroon uit dien hoofde geene afhouding doen van zijn dagloon; daartoe wordt hij slechts gemachtigd, indien de werkman bij geene maatschappij is aangesloten, en, in dat geval, doet hij de afgehouden som geworden aan den hiervoren vermelden Gewestelijken Raad.

Het schijnt dat tot nog toe vele mutualiteiten voor ziekte hunne verplichtingen noch hunne verbintenissen tegenover de leden kunnen naleven zonder tot buitengewone middelen haar toevlucht te moeten nemen. Indien zij alle haar technisch bilan moesten opmaken, dan zou men verwonderd zijn over de ontoereikendheid van hare middelen in vergelijking met hare verbintenissen. Ook denken wij dat men, om den strijd tegen de ziekte op ernstige wijze te kunnen inrichten, eene toereikende bijdrage moet vragen aan de leden; voor 't geval dat hij ziek valt, verlangt de werkman eene dagelijksche vergoeding die niet te gering zij.

Daarom schrijven wij in de wet dat de verplichte bijdrage ten laste van den werkman 4 frank per maand of 12 frank 's jaars zal bedragen.

Doch aangezien talrijke klassen van werklieden slechts een loon trekken van minder dan fr. 2.50 per dag, dat het loon der vrouwen insgelijks is verminderd, dat de bejaarde werklieden niet meer zooveel verdienen als de volwassenen, denken wij de bijdrage voor al die klassen van loontrekkenden te mogen verlagen tot 6 frank; doch in dit geval kan de dagelijksche vergoeding eveneens worden verminderd.

Andere klassen van loontrekkenden kunnen van alle bijdrage worden vrijgesteld; men vindt de opgave ervan bij artikel 48, doch, in dat geval wordt hun de geneeskundige en artsennijkundige dienst verzekerd door tusschenkomst van den Gewestelijken Raad, ten laste van de bijdragen der patroons en van den Staat.

De bijdrage, waartoe de nijverheidshoofden zijn verplicht, maakt eene vooraf bepaalde som uit, die de waarde vertegenwoordigt van de gevaren der beroepsziekten, uit het nijverheidsmidden voortspruitende. Zij bedraagt 3 frank per werkman. Deze bijdrage wordt zelfs geëischt voor hen die zijn vrijgesteld, en deze verplichting behoort volkomen bij de wet, aangezien zij den geneeskundigen en artsennijkundigen dienst genieten en de bijdrage der patroons gestort wordt in de kas van den Gewestelijken Raad die dezen dienst in zijne bevoegdheid heeft voor al de niet verzekerden en ook voor de aangeslotenen bij eene mutualiteit welke, zooals wij het reeds zegden, daartoe eene overeenkomst sloot met den Raad. Mits zekere voorwaarden, kunnen de bonden zich belasten met den geneeskundigen dienst, en, door tusschenkomst van de Gewestelijke Raden, de bijdragen der patroons en de toelagen der Staatsmachten ontvangen (art. 21).

De overige mutualiteiten, die dergelijke overeenkomst niet zouden

hebben aangegaan, kunnen, mits zekere voorwaarden, de bijdragen der werkgevers ontvangen door tusschenkomst van den Gewestelijken Raad.

In den huidige toestand is het onmogelijk, de inrichting der sociale verzekeringen te beseffen zonder eene derde tusschenkomst, die van den Staat.

Tot nog toe geeft de Staat niets aan de ziekenfondsen buiten een al te geringe toelage voor eerste inrichting en voor bureelkosten. In ons voorstel, vragen wij dat de Staat bijdrage voor 3 frank per jaar en per verzekerde, daaronder begrepen de vrijgestelden. Deze toelage is bestemd voor de instelling die den geneeskundigen en artseneijkundigen dienst verzekert.

Deze toelage kan ontoereikend zijn, bij voorbeeld, wanneer de zieken op verren afstand van het verblijf van den geneesheer wonen; voor dit geval voorzien wij eene aanvullende toelage die het maximum van 3 frank kan bereiken. De Zwitsersche wet noemt dit « bergvergoeding »

* . *

Men ziet dat dit stelsel vooral berust op de onafhankelijkheid, het toezicht en de verantwoordelijkheid van de aangeslotenen zelf en van hunne maatschappijen, volgens hunne keuze samengesteld en bestuurd door de verkozenen van de belanghebbenden die van elke, voor de verzekerden onnuttige voogdij zijn vrijgemaakt. Het blijkt uit de ondervinding dat de kassen der patroons of de officieele kassen de verzekerden tot veinzerij en denijveraars of de ambtenaren tot drukking aandrijven. Op hunne Congressen klagen, daarenboven, de Duitsche werklieden dat de fabriekkassen, ten nadeele van andere kassen, tot eene uitlezing overgaan. De Engelsche wet van 1902 — *Shop Clubs Act* —, door de toenmalige behoudsgezinde Regeering tot stand gebracht, trof reeds krachtadige maatregelen tegen de kassen der patroons en de verzekeringswet van verleden jaar heeft deze maatregelen nog versterkt : de arbeiderskassen moeten *self controlling* zijn. De Zwitsersche wet heeft dezelfde strekking.

Zoo de middelen ontoereikend zijn, zullen de Gewestelijke Raden hunne tegemoetkomingen verminderen, doch de mutualiteiten zullen er prijs op stellen, hare bijdragen te vermeerderen.

Verzekering tegen invaliditeit.

Onder dezen titel huldigen wij dezelfde beginselen als voor de verzekering tegen ziekte : 't zijn de bonden die deze tweede verzekering oprichten door een zeker getal primaire maatschappijen van onderlingen bijstand hunner streek tot eene enkele groepeerings te vereenigen : de verzekering is verplicht voor dezelfde klassen van werklieden; wij nemen ook het beginsel over van de geldelijke tusschenkomst van den werkman, het nijverheidshoofd en den Staat, tevens getrouw blijvend aan onze opvatting :

de vereenigingen, die door de verzekerden alleen en onder hunne verantwoordelijkheid vrij gekozen en vrij bestuurd zijn, als regelmatige instellingen te beschouwen.

De vergoeding zal ten minste 1 frank per dag bedragen voor geheel den duur der ziekte of der voorbarige invaliditeit. Nochtans, op den leeftijd van 65 jaar, sterft de rente wegens invaliditeit uit en wordt zij vervangen door de rente wegens ouderdom (art. 22).

De bijdrage, waartoe de werklieden zijn verplicht, is 6 frank per jaar. Hier ook moet worden opgemerkt dat, om een ernstig werk tot stand te brengen, de vergoeding en dus ook de bijdrage van zeker belang moeten zijn.

Doch hier vinden wij opnieuw dezelfde klassen van aangeslotenen die vrijgesteld zijn of wier bijdrage is verminderd.

Het nijverheidshoofd zal eveneens eene bijdrage van 3 frank betalen voor al zijne werklieden.

Nochtans, daar de last wegens invaliditeit betrekkelijk gering is in 't begin van de toepassing der verzekering en slechts langzamerhand aangroeit, en om van de nijverheid geene te zware lasten te eischen, vragen wij haar voor 't oogenblik niets: hare bijdrage is slechts verdaagd, tot den dag waarop zij niet meer zal behoeven bij te dragen in de verzekering tegen ouderdom, zooals wij verder zullen verklaren. Een koninklijk besluit zal moeten bepalen op welk oogenblik en in welke mate de bijdrage van den patroon zal kunnen geëischt worden.

Deze zal moeten gestort worden in de bondskassen, die de verzekering tegen invaliditeit hebben opgericht of, zoo die niet bestaan, in die der Gewestelijke Raden.

De Staat behoeft ook tusschenbeide te komen in de onkosten wegens verzekering tegen invaliditeit. Boven de verleende premiën in het overgangsstelsel verkiezen wij de eenige tegemoetkoming, die voor al de herverzekerden dezelfde moet zijn.

Wij denken niet te overdrijven, zoo wij 4 frank vragen per jaar en per verzekerde, daarin begrepen de vrijgestelden, ten einde dezen ook den geneeskundigen dienst, het geneeskundig toezicht, de voorkomende en verzorgende behandeling wegens invaliditeit te kunnen verzekeren.

De latere bijdragen der patroons en de tegemoetkomingen van den Staat zullen worden gestort in de kassen der Gewestelijke Raden of in de bondskassen, die de herverzekering hebben ingericht volgens de bij koninklijk besluit te bepalen voorwaarden.

Het is thans niet mogelijk, het waarschijnlijke risico van de invaliditeit te bepalen, daar het vooral zal afhangen van de degelijkheid van het toezicht dat daartoe aan *de belanghebbenden zelf wordt toevertrouwd*. De uitslagen, door de werking van onze zoogezegde herverzekeringskassen tijdens de eerste jaren verworven, laten nochtans hopen dat, op de grondslagen van het wetsvoorstel, voldoende reserves zullen kunnen tot stand komen.

Verzekering tegen ouderdom.

Dit is het derde risico dat moet verzekerd worden, doch bij eene volledige regeling van sociale verzekeringen komt het slechts op den laatsten rang.

Deze verzekering wordt, zooals heden, ingericht door bijzondere mutualiteiten die als bemiddelaar optreden tusschen de aangeslotenen en de Algemeene Pensioenkas. Wij meenen dezen toestand op geenerlei wijze te moeten wijzigen.

Hier ook heeft de werkman de vrije keus van den bemiddelaar tusschen hem en de verzekering met dezelfde waarborgen als voor de verzekering tegen ziekte; het voorstel brengt dus eene wijziging in het verklaren der wet op de pensioenen der mijnwerkers en volgens welke verklaring dezen in dit opzicht geene vrije keus zouden uitoefenen, terwijl de patroons der kolenmijnen daartoe volle vrijheid bezitten. Doch, indien de werkman zich tot geene bestaande mutualiteit wendt, dan is het nog de Gewestelijke Raad der instellingen van voorzorg of de verzorgskas der mijnen, door welker tusschenkomst hij bij de verzekering wordt aangesloten. Evenals ingeval van ziekte zal zijne aansluiting vastgesteld worden door middel van eene kaart welke hij bewaart en waarop al de verplichte stortingen worden vermeld. Slechts ingeval van niet aansluiting kan het nijverheidshoofd de vereischte afhoudingen van zijn dagloon doen, ten einde de fondsen te doen geworden aan den Gewestelijken Raad bij wijze van aankoop van zegels.

De verplichte bijdrage is 6 frank per jaar. Deze som is, inderdaad, toereikend om zich een pensioen te verschaffen van 4 frank daags, indien men de stortingen aanvangt op den leeftijd van 15 jaar. De stortingen van 6 frank, van 15 tot 65 jarigen leeftijd door een werkman gedaan en vermeerderd met de premiën en tegemoetkomingen die thans door den Staat worden gedaan, verzekeren in dit geval het pensioen van 360 frank, zonder bijdrage van het nijverheidshoofd.

Onder gewone omstandigheden behoeven wij dus aan het nijverheidshoofd niets te vragen voor het verzekeren zijner werklieden tegen ouderdom.

Nochtaus eischen wij, gedurende een redelijk lang overgangstijdperk, eene bijzondere bijdrage van de nijverheidshoofden voor al hunne werklieden, die vóór 1871 zijn geboren, dus tot en met 1935. Deze bijdrage is onontbeerlijk om een rente te kunnen verleenen aan al de werklieden te oud geworden opdat zij zich, door hunne persoonlijke stortingen, een pensioen kunnen vormen. Zij moet gestort worden in het bijzonder fonds, door de wet van 10 Mei 1900 opgericht, en 6 frank per jaar en voor elken bij hen arbeidenden werkman bedragen. Deze bijdrage der patroons, gevoegd bij de storting van 6 frank, welke reeds door het overgangswetsvoorstel van den heer Moyersoen wordt vereischt van de aangeslotenen, en bij de bijzondere tegemoetkoming van den Staat, zal al deze werklieden in staat stellen, zich een pensioen te vormen van 4 frank of ten minste van ongeveer 4 frank per dag.

Te meer, wij voorzien bijzondere tegemoetkomingen, op de Begrooting uit te trekken, ten bate van het bijzonder fonds der bonden van onderlingen bijstand, welke eene tijdelijke bijzondere kas hebben opgericht voor hunne leden, die voor 1874 zijn geboren. Deze bijzondere tegemoetkomingen zouden elk jaar op de begrooting tot 1935 moeten gebracht worden, wanneer het overgangstijdperk een eind zou nemen.

Men ziet dat het wetsvoorstel, wat betreft de ouderdomspensioenen en de overige sociale verzekeringen, niet afwijkt van de bestaande instellingen welke het enkel ontwikkelt en aanvult door hare propagandewerking voor de vrijwillige voorzorg te steunen op het toezicht der Gewestelijke Raden en der patroons wegens de verplicht geworden bijdragen, doch zonder eenige deelneming in het bestuur van de kassen der vooruitziende werklieden over te dragen aan afgevaardigden der nijveraars of der openbare machten. In dit opzicht volgt het voorstel de ingeving van de nieuwe Engelsche en Zwitsersche wetten; het volgt Duitschland niet na, wiens inrichting, op bureelgeschrijf en op bescherming steunende, zonder nut is voor de reeds vrijwillig aangesloten werklieden en een aantal misbruiken heeft verwekt, die thans door de leiders van de Deutsche verzekering zelf erkend worden.

Het kapitaliseeren.

Het stelsel der kapitaliseering, bekrachtigd door de wet van 10 Mei 1900 voor de ouderdomspensioenen, moet behouden worden. Zelfs ten laste van een land onder een verplichten en bepaalden vorm, bestaat, in zake van lijfrente, het stelsel van den omslag hierin, dat de lasten van heden worden gelegd op de schouders der nakomende geslachten die ongetwijfeld, op hunne beurt, andere lasten zullen te dragen hebben, nieuwen vooruitgang op sociaal gebied zullen te bewerken hebben.

Vooral België, dat een klein land van uitvoer is, tot den vrijhandel gedwongen te midden der groote landen die voor handelsbescherming zijn, moet tegenover zijne kinderen met bijzondere bescheidenheid en voorzichtigheid te werk gaan. De toegang tot de markt van het nog vrijhandelsgezinde Engeland zal inderdaad voor België, in eene min of meer nadere toekomst, moeilijker worden: de protectionnistische strekkingen zullen er den eenen of anderen dag de bovenhand krijgen en van dan af zullen onze nijverheid en onze werklieden zich bevinden tegenover eene vreeselijke crisis, die misschien eene aanzienlijke uitwijking zal verwekken. Over welke middelen zullen zij dan beschikken? Ternauwernood zullen zij de gewone lasten van het leven kunnen dragen; zij zullen niet in staat zijn de financieele onbedachtzaamheid van het verleden, 't is te zeggen van heden, te verhelpen.

Wij mogen dus niet steunen op de toekomst om in de lasten van de lijfrenteverzekering te voorzien: de voorzorg noopt ons, er het tegenwicht van te vormen volgens het stelsel dat overigens in gebruik is gekomen.

Duitschland werd door de ondervinding verplicht, het stelsel van den omslag, aldaar in 1890 ingevoerd, te vervangen door dit der kapitaliseering bij termijnen, en door middel van zware lasten tracht het thans zijne eerste missie te herstellen.

Dank aan deze maatregelen bereikte er het kapitaal van de verzekering tegen ouderdom en invaliditeit omtrent twee milliard frank : het verhoogt met meer dan honderd millioen per jaar.

Bij de wet van 1910 huldigde Frankrijk ook het stelsel der kapitaliseering.

Het werd bewezen door de actuarissen dat, bij gebrek van voordeel te trekken uit de werking der samengestelde interesten, de kosten van den omslag in vergelijking met die der kapitaliseering zijn als 24 tot 8.

Omslaan, in zake van lijfrente, is zooveel als zijn vermogen met zijn inkomen verspillen; 't is handelen als een vader des huisgezins die zijne goederen op lijfrente zou plaatsen; 't is wissels trekken op de toekomst zonder zeker te zijn dat de dekking er op den vervaldag zal zijn. Den dag waarop het stelsel zou stil liggen, bij voorbeeld ten gevolge van het verdwijnen eener nijverheid waar het werd toegepast, zouden de belanghebbenden gewaar worden dat zij beroofd zijn. Dit risico is niet ongegrond. Immers, de technische vooruitgang dreigt niet alleen het werktuigelijk werk en het handwerk van heden, maar ook de nijverheidstakken zelve. De heer Solvay voorspelt het stilliggen der kolenmijnen, waarvan de ontginning door de witte kolen zou onnoodig gemaakt zijn.

Eindelijk, 't verlies is onvermijdelijk, wanneer men uitgaat van het gezegde : « na mij, den zondvloed ! » en wanneer men telt op de toekomst om de thans loopende verbintenissen, die zich gedurig hernieuwen, te betalen : bij slot van rekening is het te kort onvermijdelijk.

Met welken naam zou men een Minister van Financiën bestempelen, die uitgaven zou doen voor welker dekking hij zijne opvolgers zou laten instaan ?

Betalen wij dus zelf onze sociale schulden en stellen wij onze kinderen niet bloot, ons eenmaal in staat van faillissement te moeten verklaren en over ons te moeten blozen.

Het is onze overtuiging niet alleen dat men aan de toekomst het stijgend bedrag der lasten van den omslag niet mag opleggen, maar dat men zelfs thans overlast moet opleggen ten einde, voor later, de verplichtingen te verminderen van onze nijverheid die in haren lateren uitvoer is bedreigd. Indien wij voor het overgangsstelsel der pensioenen de gedachte aannemen van de patroonsbijdrage, welke vóór vijftien jaren door wijlen ons medelid, den heer Victor Beauduin, werd aangeprezen, dan voorzien wij ook de vermindering van deze bijdrage tot de helft zoodra de normale vermindering der tijdelijke lasten het zal toelaten. Wanneer zij zullen uitgedelgd zijn, zullen de nijveraars niet meer moeten bijdragen in de ouderdomspensioenen hunner werklieden; van al de sociale verzekeringen schijnt deze het minst verantwoordelijkheid aan de patroons op te

leggen : de hooge ouderdom der werklieden is veeleer een teekén dat de patroons voor hun welzijn zorgen en de gezondheid in hunne werkhuizen doen heerschen.

Betreffende het overgangsstelsel van de ouderdomspensioenen heeft de omslag daarentegen als eigenschap, dat hij, ten laste van het huidige geslacht, al de uitgaven bestrijdt voor de tegenwoordige ouderlingen en voor die van den loopenden termijn. Uit hoofde van vooruitzicht en van moed op financieel gebied dringt de omslag zich op ; zijn doel is, voornamelijk, de trapsgewijze uitdelging van de « kassen der ouden », voor welke de mutualiteitsinstellingen eenparig tijdelijke toelagen vragen.

De lasten.

In vergelijking met wat in den vreemde geschiedt, zijn de lasten, voortspuitende uit het wetsvoorstel, gematigd.

In Duitschland brengt eerlang het van kracht worden van de codificatie der sociale verzekeringen den jaarlijkschen last der patroons en der werklieden tot op een milliard en half frank.

Pas heeft Engeland, wegens ziekte en invaliditeit, wekelijksche bijdragen opgelegd van 4 pence aan den werkman, van 3 pence en soms meer aan den patroon, van 2 pence aan den Staat, dus ongeveer 21 frank ten laste van den werkman, 16 frank voor den nijveraer en fr. 10.50 voor den Staat.

Van af de eerste jaren bereiken de geheele bijdragen er 700 millioen frank, waarvan 457 ten laste komen van den Staat, indien de aangeslotenen ten getale zijn van vijftien millioen.

Wij vragen voor deze twee risico's een last van 18 frank voor den werkman, 6 frank, op gewonen tijd, voor den patroon en 7 frank voor den Staat (daarbij geen rekening houdend met diens tussenkomst voor de sanatoria en voor den geneeskundigen dienst op verrezen afstand). De voordeelen dezer beide stelsels komen nagenoeg overeen. België kan op een zwakker ziektecijfer, dus op minder kosten rekenen.

Ten gevolge van eene missing, waarvan zijne Staatshoofden zich thans rekening geven, legt Engeland de kosten wegens ouderdom, vanaf den leeftijd van 70 jaar, geheel ten laste van den Staat. Daaruit volgt eene uitgave van 13 millioen pond sterling vanaf het 3^{de} jaar, dus 330 millioen frank, in plaats van hoogstens 100 of 150 millioen zooals men in 't begin had voorzien.

En nochtans is men in Engeland nog ver van den frank daags, vooral voor dat gedeelte der ondersteunden die slechts een tot vier shillings per week ontvangen.

Dat stelsel van kosteloze pensioenen geeft aanleiding tot al de hogere opgaven van het bedrag alsmede van den leeftijd waarop men in 't genot van de rente treedt. Het legt aan de belastingsschuldigen een zwaren last op, dien de economische terugkaatsingen, onrechtstreeks voor een gedeelte, op de

werklieden zelf doen terugvallen. De huidige geschillen toonen aan hoezeer deze terugkaatsingen door de Engelsche werklieden worden gevoeld.

In Frankrijk heeft men pas — men weet met welke nog niet overwonnen moeilijkheden van toepassing — de verzekering tegen ouderdom geregeld met lasten voor de werklieden, voor de patroons en voor den Staat; deze lasten zijn hooger dan die van ons voorstel: de minimum-rente van honderd fränk zal langzamerhand toenemen voor de nieuwe bezitters en zal slechts binnen dertig of veertig jaren den frank daags bereiken.

*
*
*

Welke zal, voor de openbare financiën, de last zijn van ons voorstel? Om dezen te ramen, moet men enkel rekening houden met de verplichte verzekerden, daar de vrijwillige aangeslotenen slechts langzamerhand een gevoeligen last zullen uitmaken, ahangende van hunne vrijwillige toetreding; dit is, van eene potestatieve voorwaarde waarvan de uitwerking moeilijk te schatten is.

Ten einde het getal verplichte verzekerden te bepalen, moet men zich het voorbeeld herinneren van Duitschland zelf, zoo gedrild als het ook zij, alsmede het hedendaagsch voorbeeld van Frankrijk. Daaruit blijkt, dat het niet volstaat de verplichting in de wet te schrijven, opdat ze feitelijk wordt verwezenlijkt. Wij denken dat, gedurende de eerste jaren van toepassing, er gemiddeld niet meer dan een millioen en half zullen zijn, die het voordeel daarvan zullen genieten: wij veronderstellen dat hun getal tot twee millioen en half kan geraken, daaronder begrepen de vrijwillige verzekerden, op het nog verwijderd tijdstip waarop de wet zou worden toegepast en haar normale en volledige uitwerking hebben.

Er zijn een half millioen tegen ziekte verzekerde leden van mutualiteiten; twee honderd duizend tegen invaliditeit en 650,000 die werkelijk in den loop van een jaar stortingen doen in de Pensioenkas: 't is niet van vandaag tot morgen dat men er zal in slagen, met de omzichtigheid die aan ons nationaal karakter past, de aansluiting van de wederspannigen der mutualiteit algemeen te maken.

Wanneer men dus, als middelgetal voor de eerste tien jaren, het getal bezitters op 1 millioen en half raamt, zou de Staat hun 3 frank per man moeten toekennen voor de verzekering tegen ziekte, of 4 millioen en half, en 4 frank voor de verzekering tegen invaliditeit, of 6 millioen.

De lasten wegens verzekering tegen ouderdom, die thans 6 millioen, als toelagen en premiën aan 650,000 aangeslotenen bij de Algemeene Pensioenkas verleend, overschrijden, kunnen voor 850,000 nieuwe aangeslotenen worden berekend, vooreerst, tegen fr. 3.60 premie en 2 frank toelage voor elk hunner, en vervolgens gemiddeld 5 frank bijpremie voor 250,000 hunner, krachtens artikel 16 der wet van 5 Juni 1911, hetgeen 4,760,000 frank en 1,250,000 frank of ongeveer 6 millioen uitmaakt.

Bij die som moet gevoegd worden 200,000 frank voor de sanatoria, wier kosten van eerste inrichting, door blijvende gebouwen vertegenwoordigd, eene belegging uitmaken en op de Buitengewone Begrooting dienen te worden gebracht. 300,000 frank moeten voorbehouden worden voor de bijkomende toelage wegens geneeskundigen dienst op den buiten en voor de toelagen aan de tijdelijke ouderdomskassen van de mutualistische groepeerings. De instellingen van verzekering dragen, zooals heden, de bestuurskosten.

De geheele uitgave voor den Staat zou dus 47 miljoen bedragen gedurende het tijdvak van inrichting en van propaganda. De latere verhooging daarvan zou kunnen vergoed worden door de toekomstige verminderingen, mettertijd, door de geheele uitdelging van de tegemoetkomingen van 63 frank die, in het overgangstijdsperk, kunnen vermeerderd worden tot het bedrag der patroonsbijdrage. Doch in de toekomst zullen die zonder nut zijn, daar de normale stortingen der verzekerden, vermeerderd met de premien van den Staat, den frank daags zullen geven.

Deze nieuwe last van 47 miljoen is niet verontrustend voor een land dat thans in vollen voorspoed verkeert en waarvan de jaarlijksche middelen regelmatig aangroeien zonder dat er nieuwe belastingen worden geheven.

Hij is zeer gematigd om de oplossing te kunnen geven aan een zoo aanzienlijk vraagstuk, dat zulk een algemeen belang oplevert en tevens zoo gewichtig is, als dat van de sociale verzekeringen.

Besluit.

De onderteekenaars van het wetsvoorstel zijn er van overtuigd, dat hun voorstel een vaderlandsche oplossing zal geven aan dit vraagstuk, dank zij eene verstandhouding onder al de partijen, wier welwillende aandacht wij er op vestigen en wier medewerking wij vragen, vrij van al de becommelingen die hen verdeelen.

Dit voorstel is behoudend, daar het onze mutualistische instellingen en gansch het stelsel, door de huidige wetten gehuldigd, behoudt en versterkt: het doet er geen enkel artikel uit verdwijnen: inderdaad, dit stelsel is het natuurlijk voortbrengsel van onze beste nationale overleveringen, evenals van de vooroordeelen en omstandigheden welke men niet op duurzame wijze in één dag hervormt. Het voornaamste liberaal dagblad van Nederland, de « Nieuwe Rotterdamsche Courant », zegt dat dit stelsel is ontstaan uit « den natuurlijke aangroei der dingen ». Het voorstel is nog ingegeven door behoudende overleveringen, daar het de huidige en toekomstige belangen van Staat en nijverheid ontziet.

Men kan er ook op toepassen wat de « *Revue de la Mutualité* » van Dr Barnich zegt van de Zwitserse wet: zij is ingegeven door breede vrijzinnige gedachten, want « hare gunst zal zich in gelijke mate uitstrekken tot de kassen van al de geloofsbelijdenissen, beroepen of politieke partijen ».

Evenals de e wet en de Engelsche wet, is het voorstel ook vrijzinnig, daar het aan de leden van deze confessioneele of politieke mutualiteiten de vrijheid van denkwijze verzekert, m. a. w., de vrijheid die men heeft om van denkwijze te veranderen zonder er aan blootgesteld te zijn, een voordeel te verliezen noch daarom te moeten verlaten de verzekeringsinstelling, waarbij zij waren aangesloten en in 't begin de voorwaarden vervulden, die voor hunne aanneming waren vereischt. In dit opzicht streeft het voorstel er naar, de vrijheid van vereeniging overeen te brengen met de vrijheid van denkwijze, welke het, beide, als even kostbaar beschouwt.

Eindelijk, het voorstel is klaarblijkend van democratischen aard, daar het aan de vooruitziende belanghebbenden, bij uitsluiting van alle patroons- of bureelvoogdij, het vrije beheer toestaat van de verzekeringsinstellingen die zij reeds hebben opgericht of in 't vervolg nog zullen oprichten. Onzes inziens, bestaat de democratie er niet in, de verzekerden te verplichten, deel uit te maken van eene groepeeringsinstelling, welke zij niet in volle vrijheid zouden verkozen hebben, noch hun beheerders, bezoekers, toezichters op te dringen die niet door hen, bij vrije en geheime stemming werden verkozen en geheel hun vertrouwen niet zouden kunnen hebben noch bewaren. Wij denken dat dit stelsel van eigen en gedecentraliseerd bestuur de beste school is voor onafhankelijkheid, waardigheid en verantwoordelijkheid der werklieden en tevens een waarborg voor eene goede werking en vooral voor een degelijk toezicht op de werkliedenverzekering. Daarvan heeft men immers gezegd dat het toezicht al is door zijn aanhoudend strijden tegen de veinerij, de drukking en de vreesaanjaging, van waar die ook mogen komen.

Mochten wij, voor een nederig gedeelte, naast de zoo bewonderenswaardige verbreiding dezer gedachten, de vruchtbare ontwikkeling der werken, de lessen der ondervinding en de voorbeelden uit den vreemde, hebben bijgedragen om de verwezenlijking te verhaasten van een vaderlandsch stelsel van sociale verzekering, dat aangenomen is en toegepast wordt door al de groepeeringsinstellingen en al de strekkingen en dat de bezwaren der verplichting verzacht door middel van de hoofdzakelijke waarborgen van voorzichtigheid en vooruitzicht, van decentralisatie, van verantwoordelijkheid en van 's volks vrijheid.

Ridder DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

(20)

Proposition de loi réglant d'une manière générale les assurances sociales contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse.

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

L'assurance des travailleurs contre l'incapacité de travail résultant de la maladie, de l'invalidité et de la vieillesse a lieu, conformément aux dispositions de la présente loi, par le moyen des associations mutualistes choisies et administrées librement par les assurés.

Sont considérés comme assurés, les ouvriers et employés des deux sexes dont le salaire ou le traitement ne dépasse pas 2,400 francs par an.

Les travailleurs indépendants qui justifient que leurs ressources ne dépassent pas le même chiffre sont admis, sur leur demande, à bénéficier des avantages de la loi, moyennant les conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 2.

L'assurance contre la maladie est réalisée directement par les sociétés primaires ou locales de mutualité.

ART. 3.

L'assurance contre l'invalidité est réalisée, à l'intervention des mêmes

Wetsvoorstel waarbij de sociale verzekering tegen ziekte, invaliditeit en ouderdom op algemeene wijze wordt geregeld.

EERSTE TITEL.

Algemeene bepalingen

ARTIKEL 1.

Verzekering van de werklieden tegen arbeidsonbekwaamheid voortspuitende uit ziekte, invaliditeit en ouderdom geschiedt, overeenkomstig de bepalingen van deze wet, door middel van onderlinge vereenigingen, vrij verkozen en beheerd door de verzekerden.

Als verzekerden worden beschouwd de werklieden en de bedienden van beiderlei geslacht, wier loon of wedde 2,400 frank per jaar niet te boven gaat.

De onafhankelijke werklieden, die 't bewijs inbrengen dat hunne middelen hetzelfde cijfer niet te boven gaan, worden, op hun verzoek, toegelaten tot het genot van de voordeelen van deze wet, mits zij voldoen aan de vereischen, bij koninklijk besluit te bepalen.

ART. 2.

Verzekering tegen ziekte wordt rechtstreeks bewerkstelligd door de primaire of plaatselijke onderlinge maatschappijen.

ART. 3.

Verzekering tegen invaliditeit wordt, door bemiddeling van dezelfde maat-

sociétés, par les caisses fédérales (dites de réassurance) auxquelles elles seront affiliées à cet effet.

ART. 4.

L'assurance contre la vieillesse est réalisée, à l'intervention des mutualités ou de leurs fédérations, par la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'État, sans préjudice des dispositions de la loi du 5 juin 1911 sur les pensions des ouvriers mineurs, ni des avantages réservés, en vertu des dispositions transitoires de la présente loi, aux mutualistes affiliés aux caisses spéciales temporaires établies en vue de compléter les allocations à accorder aux travailleurs.

ART. 5.

Il est institué un Conseil général des institutions de prévoyance. Il se compose de quinze membres de droit et de membres élus.

Les membres de droit sont les membres de la Commission permanente des sociétés mutualistes.

Les membres élus sont désignés pour cinq ans, au moyen du système de représentation proportionnelle fixé par la loi pour les élections législatives, par les délégués des mutualités reconnues à concurrence d'un délégué par cent membres, ou fraction supérieure à cinquante membres.

Pour l'évaluation du nombre des membres donnant droit à un délégué, il sera tenu compte, à égalité, de l'affiliation respective aux services d'assu-

schappijen, bewerkstelligd door de bondskassen (zoogezegd van herverzekering), waarbij ze met dat doel zijn aangesloten.

ART. 4.

Verzekering tegen ouderdom wordt, door bemiddeling van de onderlinge maatschappijen of van dezer bonden, bewerkstelligd door de Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat, onverminderd de bepalingen der wet van 5 Juni 1911 op de pensioenen der mijnwerkers, en de voordeelen, uit kracht van de overgangsbepalingen dezer wet, voorbehouden aan de leden aangesloten bij de bijzondere tijdelijke kassen opgericht met het oog op het aanvullen van de toelagen, aan de werklieden toe te kennen.

ART. 5.

Een Algemeene Raad der instellingen van vooruitzicht wordt tot stand gebracht. Hij bestaat uit vijftien leden van rechtswege en uit gekozen leden.

De leden van rechtswege zijn de leden der Bestendige Commissie voor de onderlinge maatschappijen.

De gekozen leden worden, met het stelsel van evenredige vertegenwoordiging zooals dit bestaat voor de verkiezingen der Wetgevende Kamers, voor een tijd van vijf jaar aangewezen door de afgevaardigden der erkende onderlinge maatschappijen, elk honderdtal leden of fractie boven de vijftig leden recht geveende op een afgevaardigde.

Tot berekening van 't getal leden die recht geven op een afgevaardigde, wordt, in gelijke mate, rekening gehouden met de respectieve aansluiting bij

rance contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse.

L'élection aura lieu par collèges provinciaux, dans les formes et conditions à déterminer par arrêté royal, à concurrence d'un membre par 300,000 habitants ou fraction de 300,000 de manière que le nombre total ne dépasse pas cette proportion pour l'ensemble du pays.

Des membres suppléants peuvent être désignés en même temps que les membres effectifs et participer avec voix consultative aux travaux du Conseil, et même avec voix délibérative en l'absence du membre qu'ils suppléent.

ART. 6.

Le Conseil général exerce les attributions qui lui sont confiées par la présente loi et par les arrêtés royaux, qui détermineront aussi son mode de fonctionnement.

Les dépenses relatives au fonctionnement du Conseil général sont à la charge du Gouvernement.

ART. 7.

Il est institué dans chaque province, et autant que possible dans chaque arrondissement administratif, un ou plusieurs Conseils régionaux des institutions de prévoyance.

Chaque Conseil se compose de seize membres élus pour six ans, savoir huit par les mutualités reconnues ayant leur siège dans leur ressort; dans les mêmes conditions que les membres élus du Conseil général des institutions de prévoyance; deux sont désignés par les chefs d'industrie en proportion du nombre de leurs ouvriers assurés, domiciliés dans le ressort du Conseil; deux

de diensten van verzekering tegen ziekte, invaliditeit en ouderdom.

De verkiezing geschiedt, bij provinciale kiescolleges, op de wijze en onder de voorwaarden te bepalen bij koninklijk besluit, in de verhouding van één lid per 300,000 inwoners of fractie van 300,000 inwoners, derwijze dat het geheel getal die verhouding niet te boven gaat voor gansch het land.

Plaatsvervangende leden mogen terzelfder tijd als de werkende leden worden aangewezen en aan de werkzaamheden van den Raad deelnemen met raadgevende stem en zelfs met beraadslagende stem, wanneer het lid, dat ze vervangen, afwezig is.

ART. 6.

De Algemeene Raad heeft de bevoegdheden hem toegekend bij deze wet en bij de koninklijke besluiten, die insgelijks zijne werkwijze bepalen.

De uitgaven betreffende de werking van den Algemeenen Raad komen ten laste van de Regering.

ART. 7.

In elke provincie en, zooveel mogelijk, in elk bestuurlijk arrondissement worden één of meer Gewestelijke Raden der instellingen van vooruitzicht tot stand gebracht.

Elke Raad is samengesteld uit zestien leden, voor zes jaar verkozen, te weten: acht aangewezen door de erkende onderlinge maatschappijen hebbende haren zetel binnen het gebied, op dezelfde wijze als de gekozen leden van den Algemeenen Raad der instellingen van vooruitzicht; twee aangewezen door de nijverheidshoofden, in verhouding van 't getal hunner verzekerde werklieden,

par le Gouvernement; deux par la Députation permanente du Conseil provincial.

Des suppléants peuvent être élus en même temps que les membres effectifs et participer avec voix consultative aux travaux du Conseil, et même avec voix délibérative en l'absence du membre qu'ils suppléent.

ART. 8.

Chaque Conseil tient lieu d'organe de l'assurance pour tous les salariés domiciliés dans sa circonscription et qui ne font pas partie d'une société agréée. Un arrêté royal fixera le mode de fonctionnement des Conseils qui pourront aussi être chargés par le Gouvernement d'autres missions relatives à l'hygiène et à la prévoyance sociales. Il pourra s'entendre avec les mutualités de son ressort pour organiser les services médicaux, pharmaceutiques et de sanatorium.

ART. 9.

Les dépenses des Conseils sont couvertes :

1° En ce qui concerne le service de l'assurance des ouvriers non mutualistes, par prélèvement sur les contributions ouvrières, patronales et des pouvoirs publics afférentes à ce service;

2° En ce qui concerne le service médical et pharmaceutique des membres

gehuisvest binnen het gebied van den Raad; twee aangewezen door de Regeering en twee door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

Plaatsvervangers mogen terzelfder tijd als de werkende leden worden benoemd en aan de werkzaamheden van den Raad deelnemen met raadgevende stem en zelfs met beraadslagende stem, wanneer het lid, dat ze vervangen, afwezig is.

ART. 8.

Elke Raad treedt op als verzekeraar voor al de loontrekkenden gehuisvest binnen zijn gebied en niet deel uitmakende van eene toegelaten maatschappij. Een koninklijk besluit bepaalt de werkwijze van de Raden. Deze kunnen ook door de Regeering worden belast met andere opdrachten betreffende de volksgezondheid en het sociaal vooruitzicht. Hij kan zich verstaan met de onderlinge maatschappijen van zijn gebied met het oog op de inrichting der genees- en artsennijkundige diensten alsmede der diensten voor de herstellingsoorden.

ART. 9.

De uitgaven der Raden worden gedeckt:

1° Wat betreft den dienst van verzekering der werklieden, niet aangesloten bij eene onderlinge maatschappij, door vooraflichtingen op de bijdragen der werklieden, der patroons en der openbare besturen, aan bedoelden dienst toekomende;

2° Wat betreft den genees- en artsenijkundigen dienst der leden van de

des mutualités ayant eu recours à cette fin au Conseil régional, par les cotisations patronales;

3^e En ce qui concerne leurs autres attributions, moitié par l'État et moitié par la province.

Les Conseils régionaux, en tant qu'organes de l'assurance, constitueront une individualité juridique séparée qui jouira de tous les droits des sociétés mutualistes reconnues. Ils accorderont à leurs affiliés les mêmes avantages, éventuellement réduits toutefois en proportion de leurs ressources.

Ils pourront notamment recevoir des subsides des pouvoirs publics et des administrations charitables.

ART. 10.

Les Conseils régionaux peuvent mettre en subsistance ou en surveillance auprès des mutualités de leur ressort les assurés qui leur sont affiliés, en tenant compte des préférences tant de l'assuré que des diverses associations.

ART. 11.

Les provinces, les communes et les établissements charitables communiquent aux Conseils régionaux, au Conseil général de la prévoyance et au Gouvernement les règles d'attribution des subsides qu'ils accordent pour le service de l'assurance.

Ces règlements ne peuvent comprendre des dispositions dont l'effet serait d'entraver les résultats de la présente

onderlinge maatschappijen die zich met dat doel hebben gewend tot den Gewestelijken Raad, door de bijdragen der patroons;

3^e Wat betreft hunne overige bevoegdheden, de helft door den Staat en de helft door de provincie.

De Gewestelijke Raden zijn, als instelling van verzekering, een afzonderlijke rechtspersoon, genietende al de rechten van de erkende onderlinge maatschappijen. Zij verleen en aan hare aangeslotenen dezelfde voordeelen, bij voorkomend geval echter verminderd in verhouding tot hare middelen.

Zij kunnen, in 't bijzonder, toelagen ontvangen van de Staatsmachten en van de besturen van weldadigheid.

ART. 10.

De Gewestelijke Raden kunnen, bij de onderlinge maatschappijen van hun gebied, de bij haar aangesloten verzekerden besteden of onder toezicht plaatsen, daarbij rekening houdende van de voorkeur, zoowel van den verzekerde als van de verschillende vereenigingen.

ART. 11.

De provinciën, de gemeenten en de instellingen van weldadigheid deelen aan de Gewestelijke Raden, aan den Algemeenen Raad van vooruitzicht en aan de Regeering de voorwaarden mede, opgelegd tot toekenning van de toelagen door haar verleend voor den dienst der verzekering.

Deze verordeningen mogen geene bepalingen bevatten die tot gevolg zouden hebben de uitslagen van deze wet

loi et des arrêtés pris pour son exécution, notamment en subordonnant l'octroi de ces subsides à des conditions restreignant la liberté d'opinion politique ou religieuse des sociétés ou l'âge d'admissibilité des membres.

Les subsides ne pourront être proportionnés aux dépenses; ils devront ou bien consister dans l'attribution de sommes fixes ou bien être proportionnés aux cotisations obligatoires ou volontaires des assurés.

Dans la répartition de ces subsides, les mutualités ne pourront être traitées moins favorablement que les Conseils régionaux des institutions de prévoyance.

Sanatoria.

ART. 12.

Un crédit de 5 millions de francs est transcrit au Budget extraordinaire de l'exercice 1912 et sera mis à la disposition du Gouvernement pour contribuer à la création de sanatoria pour les assurés atteints de maladies contagieuses et spécialement de la tuberculose.

Une allocation annuelle sera fixée par le Budget ordinaire du Ministère de l'Industrie et du Travail pour la participation de l'État dans les frais de traitement des assurés dans les sanatoria.

Les indemnités de maladie ou d'invalidité prévues par la présente loi pourront être retirées aux malades qui refuseraient, sans motifs valables, de se laisser traiter dans les sanatoria.

en van de besluiten, voor hare uitvoering genomen, te belemmeren, inzonderheid door het toekennen van die toelagen afhankelijk te maken van vereischten waardoor de vrijheid van politieke of godsdienstige overtuiging aan banden wordt gelegd of de leeftijd voor het aannemen als lid wordt beperkt.

De toelagen mogen niet geëvenredigd zijn aan de uitgaven; zij moeten bestaan, of wel in de toekenning van vaste sommen, of wel geëvenredigd zijn aan de verplichte of vrijwillige bijdragen der verzekerden.

Bij de verdeling van die toelagen, mogen de onderlinge maatschappijen niet min gunstig worden behandeld dan de Gewestelijke Raden der instellingen van vooruitzicht.

Herstellingsoorden.

ART. 12.

Een krediet van vijf miljoen frank wordt op de Buitengewone Begrooting voor het dienstjaar 1912 gebracht en ter beschikking van de Regeering gesteld tot oprichting van herstellingsoorden voor de verzekerden die lijden aan besmettelijke ziekten, inzonderheid aan de tering.

Eene jaarlijksche toelage wordt op de gewone Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid uitgetrokken voor de bijdrage van den Staat tot de kosten van behandeling der verzekerden in de sanatoria.

De vergoedingen voor ziekte of invaliditeit, bij deze wet voorzien, kunnen worden onttrokken aan de zieken die, zonder gegronde reden, zouden weigeren om zich te laten verzorgen in de sanatoria.

PlACEMENT des fonds.

ART. 13.

Les mutualités et leurs caisses fédérales pourront, outre ce qui est prévu par la loi du 23 juin 1894, placer leur actif ou réserve :

1^o En actions entièrement libérées des sociétés d'habitations ouvrières agréées par la Caisse générale d'épargne sous la garantie de l'État;

2^o En obligations de sociétés belges qui depuis cinq ans consécutifs au moins ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires;

3^o En premières hypothèques sur tous immeubles, à concurrence de vingt fois le revenu cadastral servant de base à l'impôt foncier;

4^o En hôpitaux, sanatoria, maisons de retraite et autres locaux nécessaires au but social. Toutefois, la valeur de ces derniers placements ne pourra excéder un quart de l'actif, sauf les exceptions accordées par le Conseil général des institutions de prévoyance.

TITRE II.

Assurance contre la maladie.

ART. 14.

Seront agréées pour le service de l'assurance contre la maladie prévu par la présente loi, les sociétés mutualistes reconnues par le Gouvernement et rem-

Belegging der fondsen.

ART. 13.

De onderlinge maatschappijen en hare bondskassen mogen, behalve hetgeen is voorzien bij de wet van 23 Juni 1894, haar bezit of reservefonds beleggen :

1^o In volgestorte aandelen der maatschappijen voor het bouwen van werkmanswoningen, toegelaten door de Algemeene Spaarkas onder waarborg van den Staat;

2^o In obligatiën van Belgische vennootschappen die, sedert ten minste vijf achtereenvolgende jaren, al hare verbintenissen hebben nageleefd door middel van hare gewone inkomsten;

3^o In eerst ingeschreven hypotheeken op welke onroerende goederen ook, tot een bedrag van twintigmaal de kadastrale waarde dienende tot grondslag aan de grondbelasting;

4^o In hospitalen, sanatoria, rustoorden en verdere lokalen noodig tot het sociaal doel. Echter mag de waarde van laatstgenoemde plaatsingen een vierde van het vermogen niet te boven gaan, behalve de uitzonderingen waarin de Algemeene Raad der instellingen van vooruitzicht toestemt.

TITEL II.

Verzekering tegen ziekte.

ART. 14.

Voor den dienst van verzekering tegen ziekte, bij deze wet voorzien, worden toegelaten de door de Regeering erkende onderlinge maatschappijen die,

plissant par disposition statutaire les conditions suivantes :

1° Assurer à leurs membres le service médical et pharmaceutique ou justifier que ces membres jouissent d'une autre manière de ce service ;

2° Assurer à leurs membres une indemnité d'au moins un franc par jour de maladie à partir du quatrième jour au plus tôt et du dixième jour au plus tard, et ce pendant trois mois, sauf les exceptions prévues par la présente loi, et assurer en outre aux femmes en couches une indemnité de 30 francs ;

3° Pourvoir au contrôle des malades par des administrateurs ou visiteurs élus librement et pour huit ans au maximum par l'assemblée générale et au scrutin secret, parmi les membres effectifs, et de manière que ces contrôleurs soient parfaitement indépendants des malades dont ils auront à apprécier l'admissibilité au bénéfice de l'assurance ;

4° Déposer, de la manière déterminée par le Conseil général des institutions de prévoyance, une somme de trois francs par membre effectif ou de valeurs admises par ledit Conseil à concurrence de la même somme, en garantie de l'exécution de leurs engagements, sauf les exemptions temporaires qui pourront être accordées par le Gouvernement, de l'avis conforme du même Conseil général et le Conseil régional des institutions de prévoyance entendu, aux sociétés qui offriront d'autres garanties personnelles ou immobilières ;

5° Être affiliées à une caisse fédérale reconnue d'assurance contre l'invalidité ;

overeenkomstig de statuten, aan de volgende vereischten voldoen :

1° Aan hare leden den genees- en artsenijkundigen dienst waarborgen of bewijzen dat die leden bedoelden dienst op eene andere wijze genieten ;

2° Aan hare leden eene vergoeding van ten minste één frank verzekeren, per dag ziekte, te rekenen ten vroegste van den vierden dag en uiterlijk van den tienden dag, dit gedurende drie maanden, behalve de uitzonderingen, bij deze wet voorzien, en bovendien verzekeren aan de kraamvrouwen eene vergoeding van 30 frank ;

3° Voorzien in het toezicht op de zieken door beheerders of bezoekers, vrijelijk en voor ten hoogste acht jaar, door de algemeene vergadering en bij geheime stemming, verkozen onder de werkende leden, en op zulke wijze dat die toezichthouders volkomen onafhankelijk zijn van de zieken, naar wier toestand zij moeten oordeelen of dezen kunnen worden toegelaten tot de voordeelen der verzekering ;

4° Storten, op de wijze bepaald door den Algemeenen Raad der instellingen van vooruitzicht, eene som van drie frank per werkend lid of waarden, door genoemden Raad aangenomen, tot een bedrag derzelfde som, als waarborg voor de uitvoering harer verbintenissen, behalve de tijdelijke uitzonderingen, die, naar eensluidend advies van denzelfden Algemeenen Raad en den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht gehoord, kunnen toegestaan worden aan de maatschappijen welke andere persoonlijke of onroerende waarborgen aanbieden ;

5° Zijn aangesloten bij eene erkende bondskas van verzekering tegen invaliditeit.

6^o Prêter son concours au Conseil régional des institutions de prévoyance pour la prise en subsistance ou en surveillance des assurés domiciliés dans la circonscription de la société ;

7^o N'exclure aucun membre effectif ayant terminé un stage de six mois au maximum, pour le motif que ce membre aurait cessé de remplir les conditions religieuses, politiques, professionnelles ou hygiéniques requises pour son admission ;

8^o Résoudre les conflits relatifs à l'assurance par une juridiction arbitrale composée, soit par le Conseil régional des institutions de prévoyance, soit conformément aux statuts de la Caisse fédérale à laquelle la société est affiliée, soit de trois arbitres choisis, savoir, un par chacune des deux parties en cause et le troisième par les deux premiers, ou, à défaut d'accord, par le juge de paix et parmi les administrateurs de mutualités étrangers au conflit.

Pour le surplus, il n'est en rien dérogé aux dispositions de la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés de secours mutuels.

ART. 15.

L'agrément sera accordée par le Gouvernement, les Conseils régionaux et le Conseil général des institutions de prévoyance entendus en leurs avis.

Elle ne pourra être retirée qu'en cas d'infraction aux conditions ci-dessus et de l'avis conforme, soit du Conseil régional du siège social, soit du Conseil général.

6^o Hare medehulp verleenen aan den Gewestelijken Raad der instellingen van voorzorg voor het besteden of onder toezicht plaatsen van de verzekerden gehuisvest binnen het gebied der maatschappij ;

7^o Niet één werkend lid, hebbende eene stagetijd van ten hoogste zes maanden geëindigd, uitsluiten omdat dit lid zou hebben opgehouden te voldoen aan de vereischten wat betreft godsdienst, politiek, beroep of gezondheid, tot zijne aanneming gesteld ;

8^o De geschillen betreffende verzekering oplossen door een scheidsgerecht, samengesteld hetzij door den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht, hetzij overeenkomstig de statuten der Bondskas waarbij de maatschappij is aangesloten, hetzij uit drie scheidsrechters verkozen, te weten : één door elk van beide betrokken partijen en de derde door de twee eersten, of, zijn zij het niet eens, door den vrederechter en onder de beheerders van mutualiteiten die vreemd aan 't geschil zijn.

Voor 't overige wordt niet afgeweken van de bepalingen der wet van 23 Juni 1894 op de maatschappijen van onderlingen bijstand.

ART. 15.

De toelating wordt door de Regering verleend, gehoord de Gewestelijke Raden en den Algemeenen Raad der instellingen van vooruitzicht.

Zij mag niet worden ingetrokken, tenzij ingeval van overtreding van bovenstaande vereischten en naar eensluitend advies hetzij van den Gewestelijken Raad binnen welks gebied de maatschappij haren zetel heeft, hetzij van den Algemeenen Raad.

ART. 16.

Les sociétés agréées remettront, au plus tard le premier dimanche de chaque trimestre, à chacun de leurs membres, une carte qui leur sera délivrée par le Gouvernement à l'intervention de la Caisse fédérale à laquelle elles sont affiliées. Les fédérations et sociétés assument la responsabilité du service de l'assurance pendant ce trimestre vis-à-vis des membres auxquels les cartes sont remises. Sur leur demande, les sociétés pourront obtenir des cartes semestrielles ou annuelles. Chaque membre gardera un talon qui lui servira de titre vis-à-vis de la société.

Sur la présentation de cette carte, munie de la constatation des versements obligatoires ouvriers, le chef d'industrie chez lequel travaille l'assuré ne peut prélever aucune retenue sur le salaire de celui-ci en vue de sa participation à l'assurance. Il y appose les timbres constatant les versements patronaux obligatoires.

Les cartes seront, à l'expiration de leur validité, transmises par la mutualité agréée pour leurs membres au Conseil régional des institutions de prévoyance du domicile de l'assuré.

A défaut de présentation de cette carte, le chef d'industrie est tenu de prélever sur les salaires, dans les délais et conditions à fixer par arrêté royal, les contributions obligatoires des ouvriers non mutualistes, et de les transmettre au Conseil régional des institutions de prévoyance du domicile de l'ouvrier, avec sa propre contribution.

ART. 16.

De toegelaten maatschappijen stellen, uiterlijk op den eersten Zondag van elk trimester, aan ieder harer leden eene kaart ter hand, van regeeringswege afgegeven door bemiddeling van de Bondskas waarbij ze zijn aangesloten. De bonden en maatschappijen zijn aansprakelijk voor den dienst van verzekering, gedurende dat trimester, ten aanzien van de leden aan wie de kaarten zijn afgegeven. Op haar verzoek, kunnen de maatschappijen zesmaandelijksche of jaarlijksche kaarten bekomen. Ieder lid bewaart een talon, dienende als bewijs tegenover de maatschappij.

Op vertoon van deze kaart, vaststellende de verplichte stortingen, door de werklieden gedaan, mag het nijverheidshoofd bij wien de verzekerde werkt, geene korting doen op het loon van dezen met het oog op zijne deelneming aan de verzekering. Hij plakt er de zegels op, vaststellende de verplichte stortingen, door den patroon gedaan.

De kaarten worden, wanneer ze ophouden geldig te zijn, door de toegelaten maatschappij namens hare leden gezonden aan den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht binnen welks gebied de verzekerde is gehuisvest.

Wordt die kaart niet vertoond, dan moet het nijverheidshoofd, binnen de termijnen en op de wijze bepaald bij koninklijk besluit, van het loon afhouden de bijdragen waartoe zijn verplicht de werklieden niet behoorende tot eene onderlinge maatschappij en die, met zijne eigen bijdrage, doen toekomen aan den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht binnen welks gebied de werkman is gehuisvest.

Le chef d'industrie en défaut de remplir ses obligations sera tenu de payer personnellement à l'organisme assureur le double des cotisations dues et non versées, soit par lui-même, soit par ses ouvriers. Le juge de paix statuera à cet égard, sans frais, sur la réquisition du Conseil régional ou de la mutualité, ou fédération intéressée, dans les formes qui seront déterminées par arrêté royal.

ART. 17.

Lorsqu'une association mutualiste agréée ne satisfait pas à ses obligations envers un membre, celui-ci s'adresse au Conseil régional qui veille à ce que l'arbitrage statutaire intervienne et, éventuellement, à ce que l'indemnité due soit payée à l'ayant droit à charge de la garantie fournie par la société, sauf recours au Gouvernement dans les formes et conditions déterminées par arrêté royal.

ART. 18.

La cotisation obligatoire des ouvriers pour le service de l'assurance-maladie est de 6 francs par an au moins.

Elle pourra être réduite, sur leur demande, à 3 francs : 1^o pour les femmes; 2^o pour les ouvriers âgés de moins de 20 ans ou nés avant le 1^{er} janvier 1856, et 3^o pour tous autres ouvriers qui justifieront ne gagner qu'un salaire inférieur à 15 francs par semaine.

Dans ces cas, le minimum de l'indemnité journalière est réduite à 50 centimes par jour.

Komt het nijverheidshoofd zijne verplichtingen niet na, dan is hij persoonlijk gehouden aan de instelling die verzekert, te betalen het dubbel van de door hem zelf of door zijne werklieden verschuldigde en niet gestorte bijdragen. De vrederechter doet uitspraak in deze, zonder kosten, op eisch van den Gewestelijken Raad of van de betrokken onderlinge maatschappij of van den betrokken bond, in den vorm te bepalen bij koninklijk besluit.

ART. 17.

Wanneer eene toegelaten onderlinge vereeniging hare verplichtingen jegens een lid niet naleeft, kan dit lid zich wenden tot den Gewestelijken Raad; deze zorgt er voor, dat, overeenkomstig de statuten, de scheidsrechterlijke uitspraak plaats hebbe en, bij voorkomend geval, dat de verschuldigde vergoeding aan den rechthebbende worde betaald op den waarborg, door de maatschappij gestort, behoudens beroep bij de Regeering in den vorm en op de wijze als bij koninklijk besluit is bepaald.

ART. 18.

De bijdrage, waartoe de werklieden zijn verplicht voor den dienst van de verzekering tegen ziekte, is van ten minste 6 frank per jaar.

Zij kan, op hün verzoek, worden verminderd tot 3 frank : 1^o voor de vrouwen; 2^o voor de werklieden beneden den leeftijd van 20 jaren of geboren vóór 1 Januari 1856, en 3^o voor alle andere werklieden die zouden bewijzen dat zij een loon van minder dan 15 frank per week verdienen.

In die gevallen, wordt het minimum van de dagelijksche vergoeding verminderd tot 50 centiemmen per dag.

Sont dispensés, sur leur demande, de toute cotisation :

1° Les ouvriers âgés de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans;

2° Les domestiques logés et nourris chez le chef d'entreprise;

3° Les ouvriers pensionnés en vertu de la loi du 5 juin 1911 sur les pensions des ouvriers mineurs;

4° Les ouvriers qui, âgés de plus de 20 ans, justifieront ne gagner qu'un salaire inférieur à 12 francs par semaine.

Les dispensés n'ont droit qu'au service médical et pharmaceutique et au traitement dans les sanatoria, dans les limites des ressources des Conseils régionaux.

Les demandes de réduction ou de dispense sont adressées, par l'intermédiaire et avec l'avis de la mutualité dont l'ouvrier fait partie, ou s'il ne fait pas partie d'une mutualité, de l'administration communale, au Conseil régional des institutions de prévoyance.

Art. 19.

La cotisation obligatoire des chefs d'industrie pour le service de l'assurance-maladie est de 3 francs par an et par ouvrier, y compris ceux qui sont dispensés du paiement de toute cotisation et sans distinction d'âge, de sexe ou de salaire.

Cette cotisation est confiée au Conseil régional des institutions de prévoyance du domicile de chaque ouvrier.

Elle est employée, conformément aux statuts de l'assurance gérée par ce

Worden, op hun verzoek, vrijgesteld van elke bijdrage :

1° De werklieden beneden den leeftijd van 15 jaren of boven den leeftijd van 65 jaren;

2° De dienstboden inwonende en gevoed bij het hoofd van onderneming;

3° De werklieden, op pensioen gesteld ingevolge de wet van 5 Juni 1911 op de pensioenen der mijnwerkers;

4° De werklieden die, meer dan 20 jaren oud zijnde, bewijzen dat zij een loon van minder dan 12 frank per week verdienen.

De vrijgestelden hebben enkel recht op den genees- en artseneijkundigen dienst, alsmede op behandeling in de sanatoria, dit binnen de grenzen van de middelen der Gewestelijke Raden.

De aanvragen tot vermindering of tot vrijstelling worden, door tussenkomst en met advies van de onderlinge maatschappij waartoe de werkmán behoort, of, indien hij niet deel uitmaakt van eene onderlinge maatschappij, van het gemeentebestuur, gericht tot den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht.

Art. 19.

De bijdrage, waartoe de nijverheids- hoofden zijn verplicht, voor den dienst van verzekering tegen ziekte, is van 3 frank per jaar en per werkmán, daaronder begrepen degenen die zijn vrijgesteld van de betaling van elke bijdrage en zonder onderscheid van leeftijd, van geslacht of van loon.

Deze bijdrage wordt toevertrouwd aan den Gewestelijken Raad der instellingen van vooruitzicht binnen welks gebied de werkmán is gevestigd.

Zij wordt, overeenkomstig de statuten van de verzekering, welke is be-

Conseil, pour les ouvriers qui ne font pas partie d'une mutualité agréée.

En ce qui concerne les ouvriers mutualités, la cotisation patronale est employée en premier lieu aux services médicaux, pharmaceutiques et de sanatorium assumés par le Conseil régional d'accord avec les mutualités de son ressort ou à leur place; subsidiairement, elle est attribuée aux mutualités dont font partie les ouvriers en question. Pour avoir droit à cette répartition, les mutualistes fournissent au Conseil régional les comptes et justifications qu'il jugera nécessaires.

ART. 20.

La subvention de l'État en faveur de l'assurance-maladie est de trois francs par an et par assuré, y compris les dispensés.

Elle est confiée aux Conseils régionaux des institutions de prévoyance et gérée par eux de la même manière que la cotisation patronale.

Un subside complémentaire de 1 à 3 francs pourra être accordé, d'après les règles à déterminer par arrêté royal, pour le service médical des assurés domiciliés à grande distance de la résidence d'un médecin.

ART. 21.

A la demande des sociétés agréées, la fédération qui les groupe peut être substituée vis-à-vis d'elles au Conseil régional, en ce qui concerne le service

heerd door dien Raad, gebruikt voor de werklieden die niet deel uitmaken van eene toegelaten onderlinge maatschappij.

Wat betreft de werklieden die deel uitmaken van eene onderlinge maatschappij, wordt de bijdrage der patroons in de eerste plaats gebruikt voor de genees- en artsnijkundige diensten, alsmede voor de diensten der sanatoria die de Gewestelijke Raad, in gemeen overleg met de mutualiteiten van zijn gebied of in hunne plaats, op zich heeft genomen; gebeurt dat niet, dan wordt zij toegekend aan de mutualiteiten waartoe bedoelde werklieden behooren. Om op deze verdeeling recht te hebben, moeten de mutualiteiten bij den Gewestelijken Raad indienen de rekeningen en bewijzen die hij noodig acht.

ART. 20.

De bijdrage van den Staat ten voordeele van verzekering tegen ziekte is 3 frank per jaar en per verzekerde, daaronder begrepen de vrijgestelden.

Zij wordt toevertrouwd aan de Gewestelijke Raden der instellingen van vooruitzicht en door deze Raden op dezelfde wijze beheerd als de bijdrage der patroons.

Eene aanvullende bijlage van 1 tot 3 frank kan, volgens de bij koninklijk besluit te bepalen regelen, worden verleend voor den geneeskundigen dienst der verzekerden die op verren afstand van het verblijf van een geneesheer wonen.

ART. 21.

Op verzoek van de toegelaten maatschappijen, kan de Bond, die ze verenigt, te haren aanzien in de plaats treden van den Gewestelijken Raad, wat

médical, pharmaceutique et de sanatorium. Un arrêté royal déterminera les conditions requises pour permettre aux fédérations de remplir ce rôle et de recevoir les cotisations patronales et les subsides des pouvoirs publics.

TITRE III.

Assurance contre l'invalidité.

ART. 22.

Seront agréées pour le service de l'assurance contre l'invalidité prévu par la présente loi, les caisses fédérales reconnues par le Gouvernement, remplissant par disposition statutaire les conditions reprises aux numéros 1, 3, 4, 6 et 7 de l'article 14, titre II, et, en outre, assurant aux membres invalides des sociétés fédérées une indemnité d'au moins 1 franc par jour à partir de la cessation des indemnités allouées par ces sociétés et ce jusqu'à la guérison ou jusqu'à l'âge de 65 ans en cas d'invalidité permanente; réglant les conflits relatifs à l'assurance par une juridiction arbitrale composée, soit par le Conseil général des institutions de prévoyance, soit, conformément aux statuts de la Caisse fédérale, de manière que le tiers arbitre ne fasse pas partie de la Commission administrative qui serait en cause.

L'agrément sera accordée ou retirée comme pour les sociétés primaires.

ART. 23.

La cotisation obligatoire des ouvriers pour le service de l'assurance-invalidité est de 6 francs par an.

betreft den genees- en artsenijkundigen dienst en dien der sanatoria. Een koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden vereischt om aan de bonden toe te laten die zending te vervullen en de bijdragen der patroons alsmede de toelagen der openbare besturen te ontvangen.

TITEL III.

Verzekering tegen invaliditeit.

ART. 22.

Worden toegelaten tot den dienst van verzekering tegen invaliditeit, bij deze wet voorzien, de door de Regeering erkende bondskassen die, bij bepaling in hare statuten, voldoen aan de vereischten gesteld in nummers 1, 3, 4, 6 en 7 van artikel 14, titel II, en die bovendien aan de invalide leden der verbonden maatschappijen waarborgen eene vergoeding van ten minste 1 frank per dag, te rekenen van het ophouden der vergoedingen, door die maatschappijen toegekend en dat tot aan de genezing toe of tot den leeftijd van 65 jaren ingeval van bestendige invaliditeit; die de geschillen betreffende de verzekering regelen door een scheidsgerecht, samengesteld hetzij door den Algemeenen Raad der instellingen van voorintzicht, hetzij, overeenkomstig de statuten der Bondskas, op zulke wijze dat de derde scheidsrechter niet deel uitmake van het in de zaak betrokken Bestuur.

De toelating wordt verleend of ingetrokken zooals voor de primaire maatschappijen.

ART. 23.

De bijdrage, waartoe de werklieden zijn verplicht voor den dienst van verzekering tegen invaliditeit, is 6 frank per jaar.

Elle pourra être réduite, sur leur demande, à 3 francs, pour les mêmes catégories que dans l'assurance-maladie.

Dans ces cas, le minimum de l'indemnité journalière peut être porté aussi à 50 centimes par jour.

Sont dispensés, de même, de toute cotisation, les catégories de travailleurs qui peuvent être dispensés du paiement de la cotisation de l'assurance-maladie, et avec les mêmes conséquences.

Les demandes de réduction ou de dispense sont traitées de même que pour l'assurance-maladie.

ART. 24.

La cotisation obligatoire des chefs d'industrie pour le service de l'assurance-invalidité sera de 3 francs dans la même étendue que pour l'assurance-maladie.

Toutefois, elle ne sera exigible que lorsque les charges imposées aux chefs d'industrie en vue des mesures transitoires déterminées ci-après pour l'assurance contre la vieillesse permettront de distraire le montant de la cotisation d'invalidité des versements patronaux temporairement obligatoires en vue des pensions ouvrières.

Un arrêté royal pris de l'avis conforme du Conseil supérieur des institutions de prévoyance déterminera la date de ce transfert.

Les règles fixées pour le paiement et l'emploi de la cotisation patronale dans l'assurance-maladie seront applicables à l'assurance-invalidité, sauf que les caisses fédérales prennent la place des mutualités primaires.

Zij kan, op hun verzoek, worden verminderd tot 3 frank voor dezelfde soorten als die vermeld bij de verzekering tegen ziekte.

In dat geval kan het minimum van de dagelijksche vergoeding insgelijks worden gebracht op 50 centiemen per dag.

Zijn eveneens vrijgesteld van elke bijdrage de soorten werklieden die kunnen worden vrijgesteld van de betaling der bijdrage voor verzekering tegen ziekte, en dat met dezelfde gevolgen.

De aanvragen tot vermindering of tot vrijstelling worden op dezelfde wijze behandeld als die bij de verzekering tegen ziekte.

ART. 24.

De bijdrage, waartoe de nijverheids-hoofden zijn verplicht voor den dienst van verzekering tegen invaliditeit, is 3 frank en dat in denzelfden omvang als voor de verzekering tegen ziekte.

Zij is echter eerst invorderbaar, wanneer de lasten, aan de hoofden van nijverheid opgelegd met het oog op de overgangsmaatregelen, hierna bepaald voor de verzekering tegen ouderdom, zullen toelaten het bedrag van de bijdrage voor invaliditeit af te houden van de stortingen waartoe de patroons tijdelijk zijn verplicht met het oog op het pensioen der werklieden.

Een koninklijk besluit, genomen naar eensluidend advies van den Algemeenen Raad der instellingen van vooruitzicht, zal den datum bepalen waarop die overdracht moet geschieden.

De regelen, bepaald voor de betaling en het gebruik van de bijdrage der patroons in de verzekering tegen ziekte, zijn van toepassing op de verzekering tegen invaliditeit, behalve dat de Bondskassen in de plaats van de primaire onderlinge maatschappijen komen.

Les articles 16 et 17 sont applicables de même à l'assurance-invalidité.

ART. 25.

La subvention de l'État en faveur de l'assurance-invalidité est de 4 francs par an et par assuré y compris les dispensés.

Elle est remise aux Conseils régionaux ou aux caisses fédérales, moyennant les conditions à déterminer par arrêté royal.

TITRE IV.

Assurance contre la vieillesse.

ART. 26.

Les associations mutualistes reconnues qui servent d'intermédiaires pour l'affiliation de leurs membres à la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'État en justifieront sur la carte qui doit être présentée trimestriellement par chaque membre au chef d'industrie.

A défaut de présentation de la carte, ou à défaut de cette justification, le chef d'industrie est tenu de prélever et de transmettre les versements obligatoires des ouvriers en vue de leur retraite, de la même manière et sous la même responsabilité que pour les assurances contre la maladie et l'invalidité.

ART. 27.

La cotisation obligatoire des ouvriers pour la retraite est de 6 francs par an : elle est transmise à la Caisse générale

De artikelen 16 en 17 zijn eveneens van toepassing op de verzekering tegen invaliditeit.

ART. 25.

De toelage van den Staat ten voordeele van verzekering tegen invaliditeit is 4 frank per jaar en per verzekerde, daaronder begrepen de vrijgestelden.

Zij wordt, op de bij koninklijk besluit te bepalen voorwaarden, afgegeven aan de Gewestelijke Raden of aan de Bondskassen.

TITEL IV.

Verzekering tegen ouderdom.

ART. 26.

De erkende vereenigingen van onderlingen bijstand, door welker tussekomst de aansluiting van hare leden bij de Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat geschiedt, moeten het bewijs van deze verrichting geven op de kaart die, om de drie maanden, door elk lid moet worden vertoond aan het nijverheidshoofd.

Wordt de kaart niet vertoond of dat bewijs niet ingebracht, dan moet het nijverheidshoofd de stortingen, waartoe de werklieden zijn verplicht met het oog op hun pensioen, afhouden en overmaken op dezelfde wijze en onder dezelfde aansprakelijkheid als voor de verzekering tegen ziekte en tegen invaliditeit.

Art. 27.

De bijdrage, waartoe de werklieden zijn verplicht voor het pensioen, is 6 frank per jaar : zij wordt aan de

par les bureaux et agences chargés de ce service.

Elle pourra être réduite, sur leur demande, à 3 francs :

1° Pour les femmes;

2° Pour les ouvriers âgés de moins de 15 ans;

3° Pour tous autres ouvriers qui justifieront ne gagner qu'un salaire inférieur à 15 francs par semaine.

Sont dispensés de toute cotisation, les ouvriers âgés de plus de 65 ans, et les ouvriers pensionnés avant cet âge en vertu de la loi du 5 juin 1914 sur les pensions des ouvriers mineurs.

La réduction et la dispense sont accordées par le Conseil régional.

ART. 28.

Les chefs d'entreprise ne sont pas tenus de contribuer à la formation des pensions de leurs ouvriers, sauf ce qui est établi ci-après pour la période transitoire.

ART. 29.

La subvention de l'État en faveur de l'assurance-vieillesse est déterminée conformément aux lois du 10 mai 1900 et du 5 juin 1914.

TITRE V.

Mesures transitoires en faveur des pensions de vieillesse.

ART. 30.

Des subventions seront accordées annuellement par l'État jusqu'en 1935 inclusivement aux fédérations mutua-

Algemeene Kas gezonden door de kantoren en agentschappen die met dezen dienst zijn belast.

Zij kan, op hun verzoek, worden verminderd tot 3 frank :

1° Voor de vrouwen;

2° Voor de werklieden beneden den leeftijd van 15 jaren;

3° Voor alle andere werklieden die bewijzen dat zij een loon van minder dan 15 frank per week verdienen.

De werklieden boven den leeftijd van 65 jaren zijn vrijgesteld van elke bijdrage, alsmede de werklieden die vóór dezen leeftijd op pensioen zijn gesteld ingevolge de wet van 5 Juni 1914 op de pensioenen der mijnwerkers.

De vermindering en de vrijstelling worden toegestaan door den Gewestelijken Raad.

ART. 28.

De hoofden van onderneming zijn niet gehouden bij te dragen in het vestigen van de pensioenen hunner werklieden, behalve wat hierna is bepaald voor het overgangstijdperk.

ART. 29.

De toelage van den Staat ten voordeele van verzekering tegen ouderdom wordt bepaald overeenkomstig de wetten van 10 Mei 1900 en van 5 Juni 1914.

TITEL V.

Overgangsmaatregelen ten voordeele van de ouderdomspensioenen.

ART. 30.

Toelagen worden ieder jaar, tot 1935 ingegrepen, door den Staat verleend aan de onderlinge bonden die eene

listes qui auraient organisé une caisse spéciale temporaire en vue d'accorder des allocations annuelles à leurs membres nés avant 1871.

Ces subventions seront proportionnelles aux cotisations des membres effectifs, bénéficiaires ou non des avantages de ces caisses spéciales : le montant en sera fixé chaque année par la voie budgétaire et leur attribution sera soumise aux conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 31.

Les chefs d'industrie sont tenus de verser annuellement au fonds spécial des dotations pour les pensions de vieillesse et jusqu'en 1935 inclusivement une somme de 6 francs par ouvrier qu'ils occupent.

Dès que la situation du fonds spécial le permettra, une somme de 3 francs sera distraite de cette cotisation et attribuée aux organes de l'assurance-invalidité comme il est dit à l'article 24.

tijdelijke bijzondere kas zouden hebben opgericht met het doel jaarlijksche vergoedingen toe te kennen aan hunne vóór 1871 geboren leden.

Deze tegemoetkomingen zijn geëvenredigd aan de stortingén der werkende leden, hetzij dezen al dan niet de voordeelen van die bijzondere kassen genieten : het bedrag daarvan wordt elk jaar bepaald door de Begrooting en de toekenning onderworpen aan de bij koninklijk besluit te bepalen vereischten.

ART. 31.

De nijverheidshoofden zijn verplicht, ieder jaar, tot 1935 inbegrepen, in het bijzonder fonds der begiftigingen voor de ouderdomspensioenen te storten eene som van 6 frank per werkmán, door hen gebezigd.

Zoodra de toestand van het bijzonder fonds het veroorlooft, wordt eene som van 3 frank afgetrokken van die bijdrage en toegekend aan de instellingen voor verzekering tegen invaliditeit, zooals is gezegd in artikel 24.

CHEV. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

EUG. STANDAERT.

PAUL SEGERS.

A. BORBOUX.

EM. BOVAL.

ERN. REYNAERT.

